

Un logiciel pour entraîner les astronautes

Dominique Forget

Ceci n'est pas de la science-fiction ! Assis derrière le poste de commande du bras canadien, Roger Nkambou tente de déplacer vers la soute de la Station spatiale internationale (ISS) le fret qui vient d'être apporté par une navette de ravitaillement. La tâche est délicate et ses collègues surveillent attentivement chacune de ses manœuvres. Maniant de manière experte le bras télémanipulateur, l'opérateur empoigne une immense bonbonne d'oxygène et la déplace lentement dans l'espace. Seulement, il a mal calculé sa trajectoire et la bonbonne percute la paroi de la Station. Elle se détache du bras, puis est avalée par le Cosmos. Rassurez-vous, il ne s'agissait que d'une simulation !

Au Département d'informatique, le professeur Nkambou et ses étudiants ont l'habitude de tels exercices. Il y a un peu plus de trois ans, l'équipe a été mandatée par l'Agence spatiale canadienne (ASC) pour mettre au point un logiciel d'apprentissage à l'intention des astronautes qui doivent s'entraîner à manipuler le bras canadien. Le prototype, qui a été développé en collaboration avec le professeur Froduald Kabanza du Département d'informatique de l'Université de Sherbrooke, est pratiquement complété et sera bientôt livré à l'Agence.

Pour l'instant, les astronautes se déplacent jusqu'à Saint-Hubert, où se trouve l'ASC, afin de suivre un cours d'initiation à la manipulation du Canadarm2 (bras canadien). Ils s'exercent sur un modèle 3D légèrement réduit. «Dès que les astronautes quittent l'Agence, la formation est terminée et il n'est plus possible de pratiquer les manœuvres, explique monsieur Nkambou. Bientôt, grâce à notre logiciel qui reproduit virtuellement le bras et la Station, ils pourront s'entraîner n'importe où, n'importe quand.»

Sept degrés de liberté

Qu'ils se trouvent à l'Agence, devant le logiciel de simulation ou dans la Station elle-même, les astronautes manipulent tous le bras canadien de la même façon, soit à l'aide de trois écrans vidéo. En effet, la SSI n'est pas équipée de hublots. «Une vingtaine de caméras sont placées à différents endroits sur la Station, indique le professeur. L'astronaute en sélectionne trois de façon à reconstituer l'environnement extérieur et à suivre la trajectoire du bras dans l'espace. Choisir les trois meilleures prises de vues en tout temps est un défi.» Le didacticiel de l'UQAM comprend un module entier consacré à cette tâche. On montre par exemple à l'utilisateur une prise de vue et on lui demande d'identifier quelle caméra il devrait choisir pour apercevoir ce panorama.



Photo : Nathalie St-Pierre

Le professeur Roger Nkambou du Département d'informatique livrera bientôt son logiciel à l'Agence spatiale canadienne.

Parmi les autres tâches enseignées, autant par les formateurs de l'Agence que par le logiciel, le choix de la trajectoire donnée au bras est également primordial. En effet, avec ses sept articulations – qu'on appelle «degrés de liberté» – le bras canadien offre de multiples combinaisons d'angles possibles pour atteindre une cible précise. Or, une combinaison est toujours préférable aux autres. À titre de comparaison, le bras humain est doté de trois degrés de liberté : un premier à l'épaule, un second au coude et un troisième au poignet. Le cerveau doit effectuer des calculs complexes pour faire tourner nos articulations de façon à ce que notre main se rende à un objet le plus efficacement possible, tout en déjouant les obstacles qui se trouvent dans l'environnement.

«Le logiciel suit l'utilisateur pendant qu'il effectue sa manœuvre, dit le professeur Nkambou. Une fois la manipulation terminée, il lui montre comment il aurait pu faire mieux. C'est tout un défi au niveau de la programmation. En effet, le logiciel doit lui-même calculer en tout temps la meilleure trajectoire possible. Il doit également calculer exactement où se trouve le bras dans l'espace par rapport à 20 points de vue différents, de façon à projeter une image réaliste lorsque l'utilisateur sélectionne l'une des caméras virtuelles.» Notons que le logiciel garde en mémoire les faiblesses

grammation. En effet, le logiciel doit lui-même calculer en tout temps la meilleure trajectoire possible. Il doit également calculer exactement où se trouve le bras dans l'espace par rapport à 20 points de vue différents, de façon à projeter une image réaliste lorsque l'utilisateur sélectionne l'une des caméras virtuelles.» Notons que le logiciel garde en mémoire les faiblesses

port à 20 points de vue différents, de façon à projeter une image réaliste lorsque l'utilisateur sélectionne l'une des caméras virtuelles.» Notons que le logiciel garde en mémoire les faiblesses

Vers un vrai débat de société ou un dialogue de sourds ?

L'ancien premier ministre Lucien Bouchard et onze personnalités québécoises rendaient public le 19 octobre dernier le manifeste *Pour un Québec lucide*, qui mettait l'accent sur le déclin démographique qui nous guette plus sévèrement qu'ailleurs en Amérique et le dynamisme manufacturier asiatique qui ne cesse de fragiliser notre économie. Deux semaines plus tard, un autre groupe de personnalités, identifiées à la gauche québécoise, répliquait par un contre-manifeste intitulé *Pour un Québec solidaire*.

Plusieurs parmi les signataires des deux documents sont professeurs à l'UQAM. Pour contribuer au débat, nous avons cherché des éclaircissements auprès des économistes signataires Pierre Fortin (*Pour un Québec lucide*) et Bernard Élie (*Pour un Québec solidaire*) que nous avons interviewés séparément. Les textes sont publiés en

pages 6 et 7.

D'une liste de questions au départ beaucoup trop longue et élaborée avant que ne sorte le deuxième manifeste, nous en avons retenu cinq auxquelles nous souhaitons obtenir réponse : 1) Le modèle québécois nous a bien servi depuis 40 ans, que faut-il en conserver pour contrer les deux menaces qui risquent d'affaiblir le Québec ? 2) On a fait appel à la responsabilité des syndicats (dans le manifeste Bouchard), mais comment le milieu des affaires et la grande entreprise peuvent-ils faire leur part pour contribuer au bien commun ? 3) Les syndicats sont là pour rester au Québec; comment l'État doit-il transiger avec le secteur public pour éviter le chaos social qu'engendre chaque négociation collective depuis des années (la négociation permanente, par exemple ?) 4) Le manifeste *Pour un*

de chaque apprenant et lui propose des exercices sur mesure qui lui permettront d'acquérir les notions qui lui font défaut.

Prêt pour le décollage

D'ici les prochains mois, les fonds attribués à ce projet dans le cadre du Programme de recherche et développement coopérative parrainé par Recherches en sciences et en génie Canada (CRSNG) seront épuisés. Mais le professeur Nkambou négocie déjà avec l'Agence Spatiale Canadienne pour la suite des choses. «Ce que nous allons livrer n'est qu'un prototype, souligne-t-il. Il faut maintenant pousser la plate-forme un peu plus loin de façon à rendre l'environnement le plus réaliste possible.»

Selon le professeur, le didacticiel pourrait être utilisé par les astronautes d'ici un an. Il ne croit pas qu'il remplacera entièrement les visites à Saint-Hubert. Toutefois, il offrira un complément des plus intéressants à la formation actuelle. «On pourra même l'emporter dans l'espace, souhaite-t-il. Les astronautes pourront faire une répétition générale avant d'entreprendre leurs manipulations.» ●

Québec lucide n'aborde pas du tout l'environnement, une problématique qui interpelle pourtant les jeunes au plus haut point; à qui s'adresse le manifeste ? Aux baby-boomers et à la génération qui les précède qui sont déjà grands-parents ? 5) En quoi l'endettement étudiant généré par le dégel des frais de scolarité peut-il contribuer à relancer l'économie du Québec ?

L'abondante revue de presse nous laisse penser qu'il n'y a même pas consensus sur les constats de base du manifeste *Pour un Québec lucide* : démographie déclinante et sous-performance chronique de l'économie québécoise. Comme l'a déjà fait remarquer Jacques Henripin, le doyen des démographes québécois, la démographie n'intéresse personne : annoncez qu'il y a une diminution des

Prix en exploration minière



Michel Jébrak, vice-recteur à la recherche et à la création et professeur au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère, est le récipiendaire du prix Jean-Descarreux de l'Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ).

Ce prix fait partie des sept prix Reconnaissance remis annuellement par l'AEMQ et souligne le travail d'un individu dont les écrits ont contribué à accroître les connaissances géoscientifiques reliées à l'exploration minière, entraînant ainsi une croissance des activités d'exploration.

Nouveaux élus à la Société royale du Canada



Les professeurs **Jules Duchastel** et **Jacques Allard** des départements de sociologie et d'études littéraires ont été élus récemment au sein de la Société royale du Canada. Cette distinction constitue l'un des plus grands honneurs pouvant être accordé aux chercheurs, artistes et scientifiques du Canada.

Le professeur Duschastel est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM. Il a fait sa marque dans le domaine de la sociologie politique appliquée à l'étude des transformations de la régulation politique des cinquante dernières années au Canada et, plus récemment, dans le contexte de la mondialisation. Son interprétation de la modernité du Québec avant 1960 et de la fragmentation identitaire au Canada occupe une place centrale dans les débats en sciences sociales.

Jacques Allard se consacre depuis 1962 à l'étude des littératures française et québécoise, en tant que chercheur, professeur, auteur et éditeur. Aujourd'hui professeur associé à l'UQAM, il y a enseigné de 1969 à 1999. Il a aussi été professeur invité dans de nombreuses universités étrangères. Président de l'Académie des lettres du Québec, Jacques Allard a codirigé l'édition scientifique de l'œuvre d'Hubert Aquin, publié quelque 300 articles, six ouvrages personnels et participé à une trentaine de collectifs. Il a également animé le premier cours Internet consacré au roman du Québec.

Prix Victor-Barbeau



Le poète, essayiste et professeur associé du Département d'études littéraires, **Paul Chamberland**, vient de remporter le prix Victor-Barbeau de l'Académie des lettres du Québec pour son ouvrage *Une politique de la douleur – Pour résister à notre anéantissement*, paru au printemps 2004, chez VLB éditeur, dans la collection «Le soi et l'autre». Paul Chamberland a mis cinq ans à écrire ce livre qui

constitue une expérience de pensée abordant la problématique de l'anxiété planétaire. Le point de départ est le choc éprouvé à la vue de l'extrême danger qui menace l'humanité, le sentiment de la fin, reconnu ou nié qui hante des milliers d'êtres humains. Le sort de l'humanité, prétend-il, se décide en chaque homme selon qu'il dénie ou affronte l'épreuve du désespoir, le déni entraînant chaque subjectivité dans l'autisme social, le symptôme le plus grave de l'altération de l'essence humaine.

Don à la Fondation de l'UQAM



Photo : Nathalie St-Pierre

Le 27 octobre dernier, Mme Madeleine St-Martin et le vice-recteur aux Affaires publiques et au développement, M. Pierre Parent, ont signé un protocole visant à créer un fonds de bourses capitalisé dans le

cadre de la campagne majeure de développement *Prenez position pour l'UQAM*.

Ce don permettra d'offrir chaque année une bourse à un étudiant inscrit à la maîtrise en histoire.

Les Moquettes coquettes à la conquête du Québec

Pierre-Etienne Caza

Un nouveau spectacle chaque mois depuis septembre 2004, qui dit mieux? C'est ce que les Moquettes coquettes, quintette formé de cinq diplômées en communication de l'UQAM, proposent à leurs *aficionados*, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Un heureux mélange de musique et de chroniques humoristiques qui a fait boule de neige.

Diffusés en direct sur les ondes de Radio-Montréal (CIBL 101,5 FM) et en différé sur CHOQ.FM, leurs spectacles sont tous conçus autour d'un groupe ou d'un artiste musical de la scène émergente. Selon l'invité, les Moquettes développent un thème général, auquel se greffent des entrevues et des chroniques individuelles, le tout entrecoupé de prestations musicales.

Le 11 octobre dernier, par exemple, au Cabaret Music Hall du boulevard Saint-Laurent, les Moquettes coquettes recevaient le groupe abitibien Les Abdigradationnistes pour un *Spécial Cirque*. Elles y ont livré leurs chroniques humoristiques déguisées en dompteuse de lion, en clown, en «femme forte de Hongrie», en «jumelles siamoises contorsionnistes asiatiques» et en chiromancienne. Comme le veut la formule, Les Abdigradationnistes se sont prêtés au jeu des entrevues surprises, en plus d'interpréter une demi-douzaine de chansons. Au final, tous et toutes ont lu le radio-roman forain écrit par Valérie Caron, la Moquette à l'humour le plus décapant. Le résultat est inclassable. «Nous sommes doublement à cheval : entre l'humour et les variétés et entre la culture populaire et la culture émergente», affirme Marie-Hélène, la Moquette-animatrice.

Pour préserver l'amitié

C'est sur les ondes de CHOQ.FM, à l'automne 2002, que leur aventure débute. D'abord magazine culturel traditionnel, l'émission se modifie au fil des participants, jusqu'à ce que le groupe actuel soit réuni: Marie-Hélène Taschereau, Marianne Prairie, Évelyne Morin-Uhl, Valérie Caron et Laurence Desrosiers. C'est Marie-Hélène qui convainc ses comparses de poursuivre l'aventure au-delà de l'obtention de leur diplôme, en 2004. «C'était une façon de ne pas perdre le contact avec mes amies, mais aussi parce que je n'avais rien d'autre devant moi», explique-t-elle.

Rapidement, le quintette prend conscience de l'interaction stimulante créée par la présence d'un artiste invité et développe ainsi sa formule unique, mariant musique et chroniques humoristiques. Le premier spectacle a lieu à L'Après-Cours de l'UQAM, le 30 septembre 2004, en compagnie du groupe Les Breastfeeders. «C'était encore une émission de radio, mais enregistrée devant public», précise Marie-



Photo : Nathalie St-Pierre

Les Moquettes coquettes : à l'arrière, Laurence Desrosiers et Marie-Hélène Taschereau; au milieu, Marianne Prairie et Évelyne Morin-Uhl; à l'avant-plan, Valérie Caron.

Hélène.

La réception du public est telle que les Moquettes coquettes décident de récidiver chaque mois, au bar L'Escogriffe, rue Saint-Denis. Graduellement, elles prennent d'assaut les lieux et mettent à profit des éléments visuels. En janvier 2005, elles s'installent au Cabaret Music Hall, toujours avec la même formule. À ce jour, les Moquettes y ont reçu Les Séquelles, Malajube, Dumas, Vincent Vallières, Daniel Grenier, Plywood 3/4, Mara Tremblay, Ginette, Pierre Lapointe et Les Abdigradationnistes.

Bientôt à la télévision ?

L'ascension des Moquettes coquettes a été fulgurante dans le paysage médiatique. «Les gens croient que nous avons des contacts dans le milieu artistique, mais c'est tout le contraire. Même notre relationniste n'en avait pas ! Nous sommes parties de zéro, et le bouche à oreille a fait le reste», explique Marie-Hélène. Que le quintette se retrouve à *Tout le monde en parle* en février dernier tient du hasard heureux. «Du jour au lendemain, on a reçu des courriels carrément haineux ou des déclarations d'amour», avouent-elles, éberluées. «Mais dans l'ensemble, ce passage a été très formateur et a servi d'accélérateur à notre carrière», note Évelyne.

Au printemps dernier, les cinq filles ont décidé de se dédier exclusivement aux Moquettes coquettes. Difficile, en effet, de conjuguer un job à plein temps avec les quelque 30 heures par semaine consacrées à l'écriture et au travail administratif et promotionnel, de l'impression de t-shirts à la comptabilité, en passant par le placardages d'affiche, etc. «Personne ne compte ses heures dans l'entourage des Moquettes, affirme Marie-Hélène. Et nos amis et parents donnent aussi un coup de main!»

Fortes de leur succès montréalais, les Moquettes se lancent maintenant à l'assaut des régions du Québec. En décembre, elles seront à Sherbrooke, Gatineau et Québec, accompagnées de groupes de musique traditionnelle pour présenter un spectacle intitulé *Moquettes coquettes, cantiques et atocas*, qui s'arrêtera également à Montréal pour cinq représentations durant la période des Fêtes.

En plus de tenir une chronique bimensuelle dans le cahier Actuel de *La Presse*, elles travaillent présentement à un concept d'émission de télévision. Parties pour la gloire, les Moquettes coquettes ? ●

L'UQAM

Le journal *L'UQAM* est publié par le Service des communications, Division de l'information.
Directeur des communications
Daniel Hébert
Directrice du journal
Angèle Dufresne
Rédaction
Marie-Claude Bourdon, Anne-Marie Brunet, Pierre-Etienne Caza, Dominique Forget, Claude Gauvreau
Photos
Nathalie St-Pierre
Conception de la grille graphique
Jean Gladu, designer
Infographie
Service des communications
Division de la promotion institutionnelle
Publicité
Catherine Levasseur
Communications Publi-Services Inc.
(450) 227-8414, poste 303
Impression
Payette & Simms (Saint-Lambert)
Adresse du journal
Pavillon WB-5300
Téléphone : 987-6177 • Télécopieur : 987-0306
Adresse courriel
journal.uqam@uqam.ca
Version Web du journal
www.journal.uqam.ca/
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0831-7216
Les textes de *L'UQAM* peuvent être reproduits, sans autorisation, avec mention obligatoire de la source.

UQÀM

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-ville, Montréal
Québec H3C 3P8

Les commissaires interpellent le C.A.

Angèle Dufresne

La présidente de la Commission des études, Mme Danielle Laberge, n’a pas hésité à qualifier de «déficit grave» de postes de professeurs la situation qui prévaut depuis toujours à l’UQAM mais qui saute aux yeux chaque année, lorsqu’il est question de la répartition des postes de professeurs dans les départements pour l’année à venir. Comme l’a fait remarquer Mme Laberge, l’exercice consiste annuellement à «répartir la rareté avec le plus d’équité possible» ! Des 88 demandes de postes reçues des départements, seulement 45 ont pu être retenues et se répartiraient ainsi pour l’année 2006-2007 : 6 en Arts, 5 en Communications, 6 en Sciences, 6 en Sciences de l’éducation, 7 en Sciences de la gestion, 11 en Sciences humaines et 4 en Science politique et droit.

Cette situation jugée «criante» dans des départements plus déficitaires que d’autres fait en sorte que certains étu-

dants ne reçoivent l’enseignement d’aucun professeur en titre au cours de leur programme. Des professeurs ont aussi, en raison de cette pénurie grave d’effectifs, à encadrer une dizaine d’étudiants au doctorat à la fois. Le fait que l’on investisse massivement «dans le béton» ces dernières années à l’UQAM n’explique pas le déficit de postes en enseignement, a tenu à préciser Mme Laberge, car il s’agit d’enveloppes de financement totalement distinctes; celle-ci a toutefois été chargée de voir si l’impermeabilité des enveloppes était telle que certains aménagements ne pouvaient être faits.

Réagissant aux propos échangés sur la sous-entendue «moindre» qualité d’un enseignement qui n’impliquerait aucun professeur dans un programme donné, la nouvelle commissaire et chargée de cours Lorraine Bénic a fait valoir que la formation est «bonne» ou «mauvaise». Qu’elle soit donnée par un professeur ou par un

chargé de cours «n’a rien à voir», a-t-elle précisé en toute amitié pour ses collègues professeurs.

Pour conclure, les commissaires ont voté à l’unanimité une résolution demandant au Conseil d’administration de l’UQAM de «revoir ses priorités institutionnelles à la lumière des besoins criants et urgents de postes de professeurs dans l’ensemble de l’Université».

Enveloppes de charges 04-05

Le Bureau des ressources académiques a émis son bilan final de l’organisation des sessions au premier cycle pour l’année 2004-2005, à la lumière des chiffres réels des inscriptions et des charges de cours allouées et réellement utilisées. Globalement les résultats permettent de conclure, souligne le rapport, que les objectifs du premier cycle ont été atteints, avec une moyenne réalisée de 39,4 (la convention collective UQAM-SPUQ fixe la moyenne-cible à 41).

Conseil académique modifié

Les commissaires ont donné leur accord au projet de la Faculté des sciences humaines de modifier son conseil académique de manière à donner un statut de membres à part entière aux deux instituts qui lui sont rattachés statutairement (Institut d’études et de recherche féministes et Institut des sciences cognitives) et à ses deux vice-doyennes, après modification de leur statut actuel d’observatrices.

Le doyen Robert Proulx a fait valoir que la faculté qu’il dirige s’était donné des règles de régie interne qui fonctionnent à merveille, compte tenu de la taille très imposante de cette unité, et que cette modification ne ferait que mieux refléter la représentativité de ses composantes et le rôle joué par ses officiers facultaires.

La C.É. est complète

La Commission des études a comblé ses derniers postes vacants avec la

participation à titre de commissaires du professeur George Frédéric Singer de l’École de design (Faculté des arts) et des chargés de cours Lorraine Bénic de l’École des arts visuels et médiatiques et Zakaria El-Mrabet du Département de mathématiques.

Les commissaires étudiants au nombre de sept sont cette année : Marie-Hélène Dagenais (Faculté de communications), Jocelyne Marion Benoît (Faculté des sciences humaines), Sylvain Hallé (Faculté des sciences), Jessica Jordan (Faculté des sciences de l’éducation), Patrice Côté (École des sciences de la gestion), Virginie Lefèvre (Faculté de science politique et de droit) et Valérie Bernier (Faculté des arts). Par ailleurs, Marie-Hélène Laurence du Syndicat des étudiants et étudiantes employé-es de l’UQAM (SÉTUE) assistera aux réunions à titre d’observatrice ●

Argent neuf en économie sociale

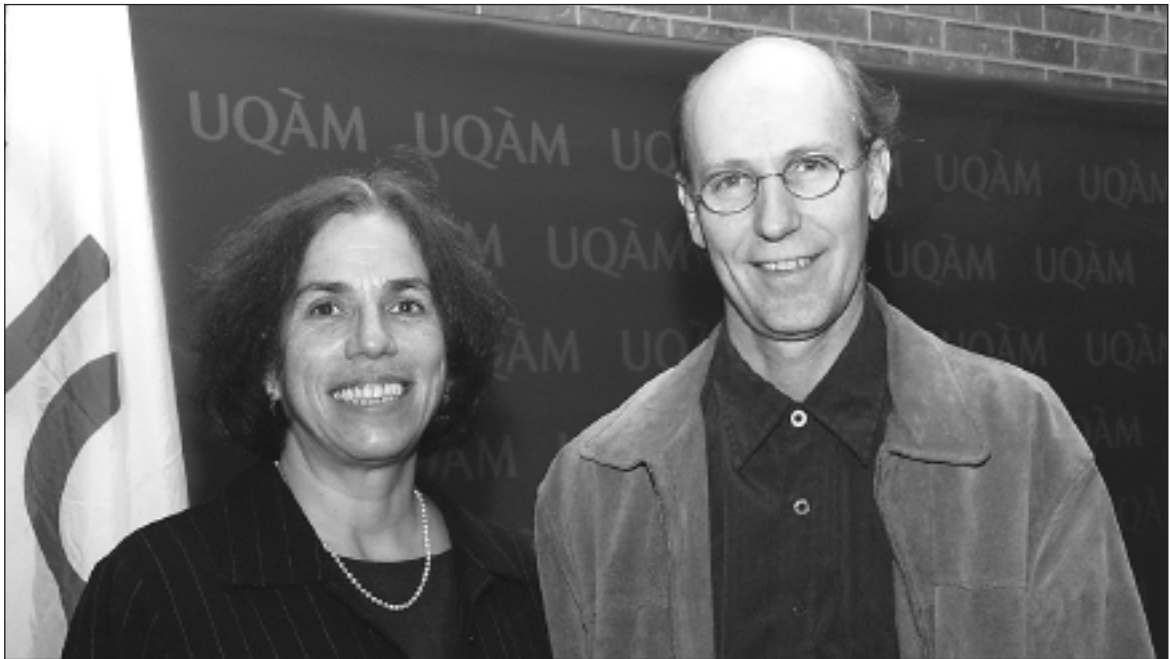


Photo : Nathalie St-Pierre

Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l’économie sociale, et Jean-Marc Fontan, professeur au Département de sociologie.

■ Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale, que dirigent le professeur Jean-Marc Fontan du Département de sociologie et Nancy Neamtan, présidente du Chantier de l’économie sociale, a obtenu une importante subvention de 1,75 millions \$ du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) pour la création du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale.

Ce projet, étalé sur cinq ans, permettra de mieux comprendre la contribution de l’économie sociale au développement de la société québécoise. Les domaines d’étude comprendront

le développement régional et local, l’habitat, les services aux personnes, le loisir et tourisme social, et les finances responsables. Les organisations d’économie sociale, rappelons-le, fournissent aux communautés des services sociaux, économiques, culturels et en santé, qu’il s’agisse de soins aux enfants, de caisses populaires ou de banques d’alimentation.

Les activités de recherche impliqueront des entreprises et des organisations de l’économie sociale de huit régions du Québec, ainsi que des chercheurs de 15 universités québécoises, de trois universités canadiennes et de 14 centres de recherche

québécois actifs dans le domaine. Les autres partenaires sont les trois principales organisations québécoises de soutien à l’économie sociale : le Chantier de l’économie sociale, le Réseau d’investissement social du Québec (RISQ) et le Comité sectoriel de la main-d’œuvre en économie sociale et action communautaire.

Le nouveau réseau sera l’un des quatre centres régionaux canadiens dédiés à la recherche en économie sociale, lesquels ont reçu un appui financier de 9 millions \$ du CRSH. Les résultats des travaux seront diffusés à l’échelle locale, nationale et internationale.

► SOCIÉTÉ – Suite de la page 1

baleines dans le Saint-Laurent et vous aurez une levée de boucliers de tous les lobbies environnementaux, mais le déclin de la population québécoise n’est jamais jugé assez sérieux ou important pour mobiliser quiconque. Nous aurions la meilleure politique de soutien des familles en force aujourd’hui qu’elle ne porterait fruit que dans 25 ans, quand il sera trop tard pour redresser quoi que soit, si tant est qu’une telle politique puisse avoir

une influence significative sur le taux de natalité...

Y a-t-il davantage consensus sur l’état de l’économie, la gouvernance de l’État, l’importance de réinvestir dans l’éducation ? L’effort de réflexion et d’action demandé par l’équipe Bouchard en est un de projection, au-delà de l’horizon électoral de cinq ans ou des rondes de négociations collectives cauchemardesques. Trois semaines après la publication du rapport

Bouchard, les médias n’en parlent pratiquement plus. Le Québec est-il capable de soutenir un débat public en dehors des plate-formes partisans ou électorales, en dehors de la question nationale ou des querelles fédérales-provinciales ? Le Québec veut-il d’un débat de fond sur son avenir prévisible et non rêvé ?

Angèle Dufresne

PUBLICITÉ

L’ISE plus pertinent que jamais

Marie-Claude Bourdon

Quinze ans après sa création, l’Institut des sciences de l’environnement (ISE) n’a rien perdu de sa pertinence. Au contraire, «les questions environnementales sont aujourd’hui celles qui sont les plus pertinentes aux yeux des jeunes», note sa directrice, la sociologue Louise Vandelac. À preuve, les 3400 personnes qui se sont réunies dans l’amphithéâtre du Complexe des sciences Pierre-Dansereau, le 26 octobre dernier, pour entendre Hubert Reeves et David Suzuki parler de changements climatiques.

Il est incontestable que la sensibilité aux problématiques environnementales a augmenté de façon exponentielle au cours des dernières années. Que les citoyens se mobilisent pour l’abandon de la centrale thermique du Suroît, contre les méga-porcheries ou pour la protection des rivières du Québec, ils se sont approprié les enjeux environnementaux. De leur côté, les pouvoirs publics ne peuvent plus ignorer ces enjeux. Dans un tel contexte, l’ISE doit continuer d’être un lieu d’échange et de convergence, plaide sa directrice. «Considérant tout le potentiel des sciences de l’environnement sur le plan national et international, il nous apparaît extrêmement important que l’UQAM conserve sa perspective d’avant-garde dans ce domaine où elle a toujours eu une longueur d’avance.»

Une crise d’identité

Le problème, c’est que l’Institut ne se sent pas reconnu. Résolument interdisciplinaire depuis ses débuts, en 1990, n’ayant ni le statut d’un département ni celui d’un simple centre de recherche, l’ISE a toujours souffert d’une sorte de crise d’identité, que la mise en place des facultés n’a rien fait pour arranger. «Les questions environnementales se distinguent par leur caractère global et intégré, ce qui implique une lecture plurielle, une lecture transdisciplinaire au sens fort, incluant sciences, sciences humaines, arts, lettres et communications, note Louise Vandelac. Or, on a beau vanter les vertus de l’inter et de la transdisciplinarité partout dans le monde universitaire, elles sont peu favorisées par les découpages institutionnels traditionnels.»

Pour que l’ISE continue à se développer, certains assouplissements sont nécessaires, affirme sa directrice, qui souhaiterait que l’Institut jouisse de certains privilèges des départements «sans perdre son caractère interdisciplinaire si précieux». Ces assouplissements pourraient permettre, par exemple, l’embauche conjointe de professeurs par l’Institut et certains départements. Jusqu’à maintenant, une dizaine de professeurs sont «libérés» par leur département pour être affectés à l’ISE, mais cela ne suffit pas à créer une masse critique, explique la directrice. Par ailleurs, ce mode de fonctionnement ne facilite pas le recrutement des jeunes professeurs qui n’ont pas encore été titularisés.

Un millièmecandidat à la maîtrise

En 15 ans, l’Institut a formé une multitude de spécialistes dans tous les domaines appliqués à l’environnement,



Photo : Nathalie St-Pierre

Pratiquement tous les domaines du savoir sont touchés par les questions environnementales, souligne Louise Vandelac, directrice de l’Institut des sciences de l’environnement.

relevant tant des sciences naturelles qu’humaines et sociales. Cette année, il comptera son 150^e diplômé au doc-

torat et son millièmecandidat à la maîtrise. Mais alors que les questions environnementales connaissent

un véritable boum dans la société et pendant que d’autres universités investissent massivement dans les sciences de l’environnement, l’ISE voit sa position de leader menacée.

«L’Institut n’a pas fait le plein de ses potentialités, dit sa directrice. Il y a énormément de choses à développer du côté des sciences humaines, des liens à établir avec l’enseignement à distance et la TELUQ, des collaborations internationales à mettre en place. On pourrait, entre autres, jouer un rôle beaucoup plus dynamique dans la francophonie au niveau des enjeux environnementaux. Mais pour réaliser tout cela, il faut trouver des modalités de fonctionnement nous permettant d’avoir davantage de ressources.»

Pratiquement tous les domaines du savoir sont touchés par les questions environnementales, souligne Louise Vandelac. Il serait aussi intéressant pour les départements que pour l’Institut de pouvoir compter sur des professeurs capables de développer, à l’intérieur même de leurs programmes, des cours traitant de ces problématiques, qu’elles concernent les changements climatiques, les ressources hydriques, les questions agricoles ou l’éco-tourisme.

Le carrefour environnemental

À l’occasion de son 15^e anniversaire, l’ISE a repéré une centaine de professeurs qui travaillent de près ou de loin sur des questions environnementales. Au cours de la prochaine année, des contacts seront amorcés, de façon à ce que l’Institut, qui a été

conçu au départ comme le carrefour des questions environnementales à l’UQAM, contribue davantage à favoriser les échanges et les synergies sur ces questions.

Avec sa relocalisation au Complexe des sciences Pierre-Dansereau et l’inauguration prochaine du Cœur des sciences, l’ISE veut être encore plus présent sur la place publique. À la fin du mois, l’Institut participera aux conférences sur les changements climatiques: les Rencontres Sciences et sociétés, orchestrées par l’UQAM du 30 novembre au 3 décembre, mais aussi le forum Rendez-vous citoyen Kyoto, les 25 et 26 novembre. Toute l’année, l’ISE organise des conférences, des ateliers et autres activités en lien avec des groupes de recherche de l’Université ou avec ses partenaires externes. Enfin, on prévoit offrir une grande fête de retrouvailles à l’automne 2006 pour clôturer l’année.

D’une certaine façon, l’ISE est victime de ses succès, souligne Louise Vandelac. Parmi les quelque 60 professeurs qui gravitent autour de l’Institut, les plus actifs (les Marc Lucotte, Donna Mergler, Laurent Lepage, Lucie Sauvé et autres) sont aussi à la tête de chaires et d’importants programmes de recherche. «Cela témoigne de la vitalité de l’Institut et de ce qu’il peut produire comme synergie», note sa directrice, qui ajoute: «On a 15 ans et l’avenir devant nous!» ●

Le CINBIOSE rayonne en Amérique latine

Marie-Claude Bourdon

Les chercheurs de l’UQAM ont été parmi les précurseurs de l’approche écosystémique de la santé. Cette approche, que Donna Mergler a contribué à développer par ses travaux, notamment en Amazonie, vise à mieux comprendre les problèmes de santé liés à des produits toxiques. «L’objectif, c’est de décortiquer les mécanismes de contamination de façon à dégager plusieurs modes d’intervention possibles pour réduire l’exposition des populations aux polluants», explique la chercheuse, qui vient d’obtenir des fonds totalisant un million de dollars pour mettre en place en Amérique latine et au Canada un réseau de chercheurs dont les pratiques s’inscrivent dans une approche écosystémique.

Le Collectif de praticiens en écosanté (CPE), qui relie le CINBIOSE de l’UQAM à cinq centres de recherche d’Amérique latine et des Caraïbes a remporté cette subvention à la suite d’un important concours organisé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Trois autres réseaux finalistes représentant des chercheurs des deux Amériques étaient impliqués dans la course.

Donna Mergler insiste sur l’interdisciplinarité, voire la transdisciplinarité, du collectif qu’elle codirigera avec Catharina Wesseling, de l’Univer-



Photo : Nathalie St-Pierre

Donna Mergler codirige un collectif de chercheurs d’Amérique latine et du Canada qui a obtenu une subvention de un million de dollars du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

sidad Nacional de Costa Rica. Elle-même spécialiste de la neurophysiologie au Département des sciences biologiques, elle souligne que le réseau regroupera des chercheurs provenant de plusieurs horizons, non seulement en biologie et en santé humaine, mais aussi en sciences sociales.

Un réseau efficace

Au Canada, Johanne Saint-Charles, du Département de communication sociale et publique, s’occupera de l’évaluation continue de l’efficacité des communications au sein du réseau. «Une fois qu’on a monté un réseau, il faut s’assurer qu’il fonctionne», note Donna Mergler, soulignant que bien

des regroupements de chercheurs n’ont d’un réseau que le nom. Stéphanie Bernstein, du Département des sciences juridiques, s’intéressera à la question des politiques publiques. «Une des caractéristiques de l’approche écosystémique, c’est de tou-

Suite en page 5 ►

Big Brother au bout des doigts

Pierre-Etienne Caza

Payer ses achats, déverrouiller la maison ou accéder à son ordinateur en utilisant ses empreintes digitales : est-on en pleine science-fiction ? «Pas du tout, affirme Benoît Gagnon, chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Les systèmes biométriques font déjà partie de notre société et ils risquent de s’y implanter encore davantage.»

La biométrie étant la mesure des éléments du corps humain, les données biométriques désignent donc les caractéristiques qui permettent de différencier une personne d’une autre. Celles-ci peuvent être biologiques (ADN, salive, urine), morphologiques (rétine, iris, empreintes digitales) ou comportementales (signature ou démarche).

Au cours des dernières années, le développement fulgurant des technologies de l’information, qui permettent de recueillir et de traiter de plus en plus rapidement les données biométriques, et l’augmentation de la capacité de stockage de celles-ci ont favorisé la création et la commercialisation des systèmes biométriques. «Ceux-ci sont principalement utilisés pour valider l’identité d’un individu qui cherche à avoir accès à certains endroits physiques ou à certains services», explique M. Gagnon. Le renforcement des mesures de sécurité mises en place à la suite des attentats du 11 septembre 2001 a également accéléré le processus de mise en marché de ces systèmes.

À ce propos, Citoyenneté et Immigration Canada a lancé cet automne un projet expérimental visant à recueillir les photos numériques et



Photo : Nathalie St-Pierre

Benoît Gagnon, chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, est président du Comité de recommandation sur l'utilisation des données biométriques à des fins de sécurité de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie.

les empreintes digitales de 18 000 nouveaux arrivants, dans le but d’explorer les possibilités de la biométrie dans la gestion des voyageurs, comme cela s’effectue déjà aux États-Unis, au Japon, en Angleterre et au sein de l’Union européenne.

En pleine expansion

Hors des aéroports, les principaux systèmes biométriques utilisés actuellement font appel aux empreintes digitales, à la reconnaissance rétinienne et à la reconnaissance de l’iris. «Ce sont les systèmes les plus abordables et les plus efficaces pour l’instant», explique M. Gagnon. On les

retrouve notamment dans certains services gouvernementaux (pour limiter l’accès à des lieux), dans les banques (pour accéder aux voûtes) et dans les hôpitaux (pour contrôler l’accès aux médicaments).

«L’utilisation des empreintes digitales s’impose de plus en plus pour contrer la surmultiplication des mots de passe», explique Benoît Gagnon. Et effectivement, dans certains commerces aux États-Unis, les consommateurs n’ont qu’à appuyer leur doigt sur un scanner d’empreintes digitales. Le montant à payer est automatiquement déduit de leur compte bancaire. Cette technologie, développée par les compagnies *Pay By Touch* et *Bio Pay*, n’est pas encore utilisée au Québec et au Canada, mais elle ne saurait tarder.

Les avantages de la biométrie sont nombreux. Dans le domaine de la sécurité, par exemple, les systèmes biométriques sont faciles à utiliser et à entretenir, ce qui permettrait aux contribuables d’économiser, à long terme, des millions de dollars. De plus, les données biométriques sont d’une fiabilité proche de 100 %, tout en étant pratiquement impossibles à falsifier.

En revanche, plusieurs voix s’élèvent contre ces systèmes. «Les gens ne sont pas contre la technologie elle-même, ce qui serait absurde puisqu’elle existe déjà, mais plutôt contre

l’utilisation que l’on peut en faire», explique Benoît Gagnon.

Les risques liés aux abus préoccupent, en effet, les défenseurs traditionnels des libertés individuelles. Est-ce la fin de l’anonymat et de la libre circulation ? Les agences gouvernementales qui posséderont les renseignements biométriques ne seront-elles pas tentées de recouper ces informations avec d’autres bases de données existantes ? Le vol des bases de données ou leurs manipulations erronées, apparaissent aussi comme un danger potentiel. Que se passera-t-il si une machine ne «reconnaît» pas une personne ? Comment prouver alors que l’on est bien celui ou celle que l’on prétend être ?

Selon Benoît Gagnon, l’augmentation des bases de données est un problème en soi. «Il a été prouvé que les attentats du 11 septembre ne sont pas le fruit d’un manque d’information, mais plutôt l’inverse ! Il y avait trop de données à analyser pour le nombre d’effectifs. Et considérant que des bases de données existantes comme celles du Bureau des passeports ou de l’assurance-maladie éprouvent parfois des problèmes, je me demande si l’on est prêt à en gérer encore plus.»

Législation à venir ?

Il n’existe présentement aucune loi fédérale qui encadre de façon claire

l’utilisation des données biométriques.

Pour sa part, le gouvernement du Québec a chargé un comité de la Commission de l’éthique de la science et de la technologie de lui faire rapport sur l’utilisation des mesures biométriques à des fins de sécurité.

À titre de président de ce comité qui se réunira dès janvier 2006, M. Gagnon a participé au *Forum public sur les enjeux éthiques de la biométrie* qui s’est déroulé le 13 octobre dernier à la Grande Bibliothèque. Ce forum a réuni environ 170 participants, principalement du Canada et de la France. Selon lui, une question centrale revenait sans cesse : *quelle est la finalité de l’utilisation des systèmes biométriques ?* «Je crois que c’est la question à se poser chaque fois que l’on pense utiliser un système biométrique, afin d’éviter toutes formes d’abus.»

Ce forum s’inscrivait dans le cadre de la consultation publique qui fournira des éléments de réflexion aux membres du comité, qui devraient déposer leur rapport en juin 2006. D’ici là, il sera possible de prendre connaissance du compte rendu du forum et des résultats de la consultation sur le site de la commission et sur celui de la Chaire Raoul-Dandurand ●

SUR INTERNET

www.unites.uqam.ca/dandurand

On ne sourit plus à la caméra !

Depuis quelques temps, les voyageurs qui renouvellent leur passeport doivent s’assurer de fermer la bouche lors de la prise de photo. En plus d’afficher son air le plus «sérieux» ou le plus bête, il faut faire des efforts pour montrer le blanc de ses yeux. Tout ça pour permettre aux scanners de reconnaissance biométrique de «lire» adéquatement les traits du visage.

Passeport Canada précise que, depuis mai 2003, l’Organisation de l’aviation civile internationale (OACI) a adopté un plan détaillé pour l’intégration des renseignements d’identification biométrique dans les passeports et les autres documents de voyage lisibles à la main (DVLM). On y précise que la *lecture faciale* a été sélectionnée comme technologie biométrique principale, et que chacun des 188 États membres de l’OACI pourra choisir une ou deux technologies secondaires pour compléter l’identification des voyageurs, telles que les empreintes digitales et la lecture de l’iris.

Actuellement, le passeport canadien ne contient pas de puce électronique qui rend possible le stockage de renseignements personnels et biométriques, mais cela ne saurait tarder, à en croire Passeport Canada.

► CINBIOSE – Suite de la page 4

jours viser des applications, dit la professeure. Il faut donc impliquer les populations et les autorités locales dans nos recherches.»

Tous les centres partenaires du réseau auront, parmi les membres de leur conseil, des représentants de divers organismes nationaux ou régionaux responsables d’élaborer des politiques publiques. «On veut les incorporer à nos comités pour que leurs préoccupations soient prises en compte et en arriver à des questions de recherche qui correspondent vraiment aux besoins du milieu, explique Donna Mergler. Évidemment, on souhaite aussi qu’ils contribuent à ap-

porter des changements aux politiques locales.»

Des expertises complémentaires

Dans chacune des cinq régions couvertes par le réseau, un centre d’excellence a été désigné pour servir de relais. Chacun a une expertise complémentaire. Au Costa Rica, un important centre de production du café et de la banane, on cherche à réduire l’utilisation des pesticides dans l’agriculture. Au Mexique, on travaille sur les vecteurs de transmission de la dengue et de la malaria pour trouver des moyens de combattre ces maladies

sans recourir de façon abusive aux insecticides. Dans la région andine, on étudie les effets des métaux lourds qui se répandent dans l’environnement à cause de l’activité minière. Au Brésil, on s’intéresse à l’application à grande échelle de l’approche écosystémique, alors que ce sont les impacts des restructurations économiques liées à la globalisation qui retiennent l’attention des chercheurs chiliens.

«Quand une usine de chaussures ferme ses portes au Chili ou en Argentine et que la production est redirigée vers des petits ateliers qui sous-contractent la fabrication à des ouvrières à la maison, ce n’est pas

seulement la production qui est délocalisée, mais aussi la pollution, souligne Donna Mergler. Pour fabriquer leurs chaussures, ces femmes doivent utiliser des produits toxiques avec lesquels elles contaminent leur maison et leur famille. Ces problèmes de pollution deviennent beaucoup plus difficiles à contrôler que dans une usine.»

Face à des situations complexes à gérer, qu’il s’agisse d’un problème de pollution manufacturière ou du contrôle de maladies transmises par les insectes, l’intérêt de l’approche écosystémique est de prendre en compte une grande diversité d’éléments. «Parfois, il suffit d’agir sur quelques-

uns de ces éléments pour abaisser de façon significative l’exposition des populations aux substances toxiques», note la professeure. Grâce au collectif mis en place, l’expertise développée localement pourra désormais profiter à l’ensemble du réseau. «On espère que les liens qui seront créés avec les chercheurs du Canada et entre les différents centres d’excellence vont contribuer au développement et à la consolidation de politiques inspirées de l’approche écosystémique partout en Amérique Latine et dans les Caraïbes», conclut Donna Mergler ●

Un manifeste *lucide* pour amorcer le débat

Pierre-Etienne Caza

Reçu avec enthousiasme par certains, violemment critiqué par d’autres, le manifeste *Pour un Québec lucide*, paru le 19 octobre dernier, laisse peu de gens indifférents. L’économiste et professeur à l’UQAM Pierre Fortin est l’un des douze signataires de ce document, qu’il défend avec conviction.

D’aucuns ont accusé les signataires de vouloir démanteler le modèle québécois. Est-ce vraiment le cas ? «Le manifeste souligne fièrement l’essor économique qu’a connu le Québec au cours des 40 dernières années, surtout grâce à une véritable révolution dans le domaine de l’éducation, un des acquis du modèle québécois», affirme M. Fortin. «Ce que nous avons omis de mentionner, poursuit-il, c’est que le Québec est l’État d’Amérique du Nord qui réussit le mieux à réduire les inégalités sociales. Certains claquent sur toutes les tribunes que l’écart entre les riches et les pauvres s’accroît au Québec, mais c’est faux, notamment grâce à nos politiques de sécurité du revenu et parce que nous taxons davantage les riches que partout ailleurs sur le continent.»

Le modèle québécois serait donc adéquat ? «Nous sommes dans la bonne direction, dit-il, mais nous devons, tel un pilote d’avion, garder un œil sur le radar. Et ce qui s’en vient, ce sont deux menaces bien réelles : le choc démographique et la concurrence asiatique.»

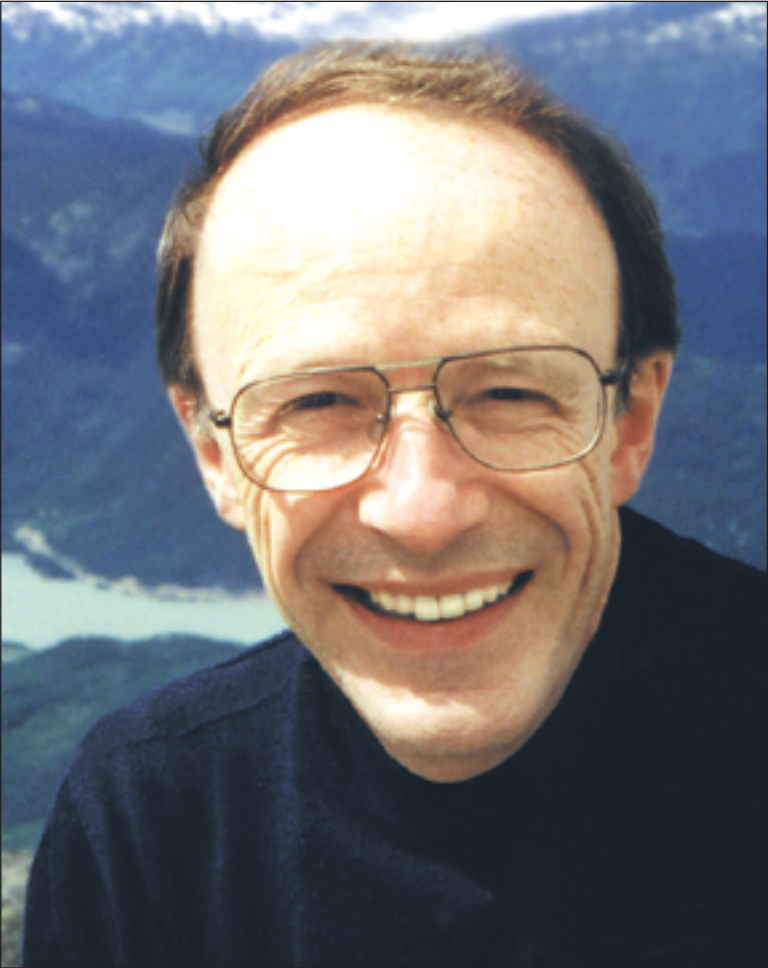
Alarmistes ou non ?

«Si je plaquais sur le budget d’aujourd’hui la structure de population prévue par l’Institut de la statistique du Québec (ISQ) pour 2025-2030, nous aurions un manque à gagner de 11 milliards sur un budget de 55 milliards», explique M. Fortin, en précisant que plusieurs facteurs influenceront ce scénario, dont l’immigration. «La situation sera peut-être meilleure ou pire que ce que l’on appréhende, dit-il. L’important, c’est de ne pas nier les problèmes et d’ouvrir le dialogue.»

Ce sont d’ailleurs les raisons pour lesquelles le manifeste n’est pas tendre envers les syndicats, les accusant d’être réfractaires au changement. C’est un sujet sur lequel M. Fortin s’emporte facilement. «Les syndicats refusent de discuter, cela s’est produit pour le Rapport Ménard (sur le système de santé québécois) et cela se produit encore aujourd’hui.»

Lorsque le dossier des négociations dans le secteur public sera réglé, M. Fortin espère que les dirigeants syndicaux participeront au dialogue, en reconnaissant d’abord l’existence des menaces et en proposant à leur tour des pistes de solution. «Il faut absolument sortir du niveau des insultes, qui ne mène nulle part», ajoute-t-il.

En marge des insultes, M. Fortin trouve aberrant que lui et ses cosignataires aient été traités d’alarmistes. «Nous ne faisons pas apparaître ces menaces plus graves pour atteindre nos fins. Nous voulons seulement signifier à la population qu’il faut se prémunir contre un important manque à gagner qui posera des problèmes pour maintenir les services pu-



Professeur au Département des sciences économiques, Pierre Fortin est l’un des signataires du manifeste *Pour un Québec lucide*.

blics existants.»

Voilà pourquoi les «lucides» proposent des solutions pour augmenter, dès aujourd’hui, les revenus de l’État. Les détracteurs du manifeste ont déploré que ces solutions n’interpellent pas suffisamment les entreprises.

Pierre Fortin rétorque que celles-ci sont les plus taxées en Amérique du Nord et que la majorité d’entre elles sont des PME, qui appartiennent à des gens de la classe moyenne. «S’acharner sur ces gens-là, qui paient de l’impôt des particuliers et de l’impôt

des entreprises, n’est pas une bonne solution sur le plan économique.»

Et les étudiants ?

Si le manifeste propose un réinvestissement massif en éducation et en formation, principalement pour relever l’avantage comparatif des Québécois sur le marché mondial et contrer la concurrence asiatique, il propose aussi l’abandon du gel des droits de scolarité. Doit-on y voir une certaine forme d’incohérence ? Pierre Fortin croit qu’il est normal que les étudiants universitaires assument une partie du coût réel de leurs études, surtout si une hausse raisonnable s’accompagne d’une révision du système d’aide financière. «Personnellement, je pense que l’on devrait octroyer plus de bourses que de prêts, contrairement à ce que le gouvernement Charest a tenté d’imposer au printemps dernier.»

L’endettement étudiant n’inquiète pas davantage le professeur Fortin. Selon lui, il faut arrêter de considérer les diplômés universitaires comme des gens dans le besoin. «Avec de meilleurs revenus que la moyenne de la population, ils sont parmi les plus riches de la société. Il faut regarder l’ensemble du cycle de vie et non pas seulement la partie où les étudiants sont contraints financièrement.» À ce sujet, le manifeste propose également l’adoption d’un régime de remboursement des prêts étudiants pro-

portionnel au revenu, inspiré de l’Angleterre et de l’Australie. Les modalités de ce type de régime demeurent toutefois à être précisées.

Une réflexion à poursuivre

S’il y a un thème qui brille par son absence dans le manifeste, ce sont les préoccupations environnementales d’un nombre croissant de gens dans la société québécoise, notamment les jeunes. Pierre Fortin affirme que la hausse des tarifs d’électricité constitue une mesure environnementale d’économie d’énergie. Mais il reconnaît facilement que le discours sur l’environnement est peu présent dans le manifeste. «Nous ne pouvions pas discuter de tous les problèmes dans le même document. Nous souhaitons d’abord attirer l’attention sur deux menaces, la concurrence asiatique et le choc démographique.»

Parce que plusieurs questions restent en suspens et que plusieurs autres n’ont pas été abordées, M. Fortin affirme que les signataires pourraient se réunir à nouveau. «La demande est très forte. Nous ne savons pas quelle forme cela prendra, mais j’espère ardemment que le débat amorcé ne soit pas qu’un feu de paille.» Avec la parution deux semaines plus tard du manifeste *Pour un Québec solidaire*, un «débat» social est peut-être possible ●

Priorité au partage équitable des richesses

Claude Gauvreau

Selon Bernard Élie, le manifeste *Pour un Québec lucide* propose une vision «économiste» du développement du Québec qui met de côté les dimensions humaines et environnementales. En misant essentiellement sur la croissance à tout prix et sur l’augmentation de la productivité et de la compétitivité, le manifeste demeure prisonnier d’une conception traditionnelle de l’économie, affirme-t-il. «S’il fallait que la planète entière se comporte comme nous le faisons à l’égard de l’environnement et des ressources naturelles... elle exploserait», s’exclame M. Élie.

Citant Statistique Canada, le professeur rappelle que le pays a connu une forte croissance économique dans les années 90 pendant que le salaire réel augmentait à peine. Où est allée la richesse ? Entre autres, dans les hyper-profits des entreprises et la spéculation boursière, soutient celui qui accorde la priorité à une répartition équitable de la richesse par un système d’imposition plus progressif et une lutte efficace contre les évasions fiscales. «Au Québec, près de la moitié des entreprises ne paient aucun impôt, ainsi que 42 % des gens parce que leurs revenus sont trop faibles, mais on voudrait leur imposer des taxes plus lourdes sur les biens de consommation!»

Si Bernard Élie estime lui aussi que le déclin démographique au Québec et la dette publique de 121 milliards \$ constituent des sources de préoccupation majeure, il ne croit pas pour

autant qu’il y a lieu de s’alarmer. «Le groupe de M. Bouchard considère que le déclin démographique entraînera une augmentation des dépenses en santé, alors que la hausse du prix des médicaments est la principale cause de l’accroissement des coûts. En outre, les dépenses dans ce domaine au Québec, proportionnellement au reste du Canada, ont diminué depuis 20 ans», rappelle-t-il. «Par ailleurs, les Français, les Britanniques et les Italiens ont une dette per capita supérieure à la nôtre. Aux États-Unis, la dette du gouvernement dépasse cette année les 500 milliards \$ et le déficit de la balance commerciale est de l’ordre de 600 milliards \$.»

Il faut encadrer le marché

À l’instar du groupe *Pour un Québec lucide*, M. Élie reconnaît que le modèle québécois de développement économique et social a permis d’effectuer depuis 40 ans un rattrapage spectaculaire dans une foule de domaines. Toutefois, les Québécois sont aujourd’hui confrontés à un choix, ajoute-t-il. «Voulons-nous un modèle de développement conforme au credo néo-libéral qui confierait au marché la responsabilité d’assurer une meilleure croissance économique ? Ou doit-on encadrer et réguler le marché comme le font les pays scandinaves dont la force réside dans l’esprit de solidarité nationale ? Un esprit qui s’exprime notamment par un régime quasi permanent de négociations entre l’État, le patronat et les syndicats.»

Bernard Élie ne croit pas qu’ouvrir la porte au privé dans certains sec-



Photo : Nathalie St-Pierre

Le professeur Bernard Élie du Département des sciences économiques est signataire du manifeste *Pour un Québec solidaire*.

teurs soit une piste de solution, car il craint que la qualité des services ne soit pas maintenue. «La privatisation de l’eau et du transport ferroviaire dans certains pays européens, ou de l’électricité en Californie, ont produit des résultats catastrophiques, affirme-t-il. Pour les entreprises privées, la priorité à court terme est toujours la maximisation des profits. Mais quand il s’agit du bien commun, comme dans le cas des services publics, on ne

peut se permettre une telle vision.»

Non au dégel des frais de scolarité

Dans le domaine de l’éducation, l’économiste plaide en faveur d’une approche globale des problèmes, d’un soutien renforcé aux établissements d’enseignement, du primaire à l’université, et de la lutte contre le

Suite en page 7 ►

Cambodge

Aider la société civile à se prendre en mains

Claude Gauvreau

« Dans mon pays, le Cambodge, qui a été dévasté par la guerre et le régime de terreur des Khmers rouges, et dont plus de 50 % des habitants ont aujourd’hui moins de 18 ans, ce n’est pas un cliché de dire que les jeunes représentent l’avenir », affirme Naly Pilorge, dirigeante de la Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits de l’homme (LICADHO).

Mme Pilorge était de passage récemment à l’UQAM pour rencontrer ses partenaires de l’Institut d’études internationales de Montréal (IEIM), de la Faculté de science politique et de droit et du Service aux collectivités. Ceux-ci, en effet, ont développé un projet afin d’appuyer la LICADHO dans ses efforts pour aider les femmes et les jeunes filles du Cambodge victimes de violence familiale, d’abus et de trafic sexuels.

« On estime que 200 000 personnes dans la région du Sud-Est asiatique, des femmes et des jeunes filles pour la plupart – certaines âgées de 7 ou 8 ans – sont l’objet chaque année de trafic sexuel », précise le grand responsable du projet, Peter Leuprecht, directeur de l’IEIM et représentant spécial, depuis 2000, du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de la personne au Cambodge.

Les objectifs de ce projet sont de favoriser, dans différentes provinces du Cambodge, la création de réseaux communautaires afin de mieux protéger les droits des femmes et des jeunes filles, tout en renforçant la qualité de l’appui juridique et psychologique aux victimes. On vise éga-



Photo : Nathalie St-Pierre

Dans l’ordre habituel, Anik Veilleux, agente de recherche à l’Institut d’études internationales de Montréal (IEIM), René Côté, doyen de la Faculté de science politique et de droit, Dominique Charron, agente de recherche à la faculté, Naly Pilorge, membre de la direction de la LICADHO et Peter Leuprecht, directeur de l’IEIM.

lement à soutenir les campagnes de sensibilisation de la LICADHO en matière de respect des droits humains à l’échelle nationale autant que locale. Cette sensibilisation est cruciale quand on sait que plusieurs femmes et familles hésitent à porter plainte ou à demander réparation, soit par ignorance de leurs droits, soit par peur de représailles.

En outre, le projet prévoit la réalisation au Cambodge de 15 stages pour des étudiants de l’UQAM de premier et deuxième cycles inscrits dans divers programmes en sciences juridiques, science politique et sciences humaines. Deux étudiantes du baccalauréat en relations internationales et droit international sont

d’ailleurs déjà sur place et l’une d’elles prépare actuellement un vidéo.

Les excès d’un certain communisme

Pour comprendre les problèmes actuels du Cambodge, il faut remonter à 1970, l’année du coup d’État militaire du général Lon Nol qui, avec la complicité de la CIA, renversa le régime monarchique du prince Sihanouk et plongea le pays dans le chaos, explique Peter Leuprecht. Par la suite, le mouvement de guérilla des Khmers rouges a profité du désordre pour faire tomber Lon Nol et instaurer un communisme rural, basé sur un régime de terreur extrêmement répressif, vidant les villes de leurs habitants et faisant table rase du passé, raconte M. Leuprecht. « De 1975 à 1979, les Khmers rouges ont provoqué la mort de 1,7 million de personnes. Tous ceux qui étaient soupçonnés d’être des opposants au régime, les intellectuels notamment, ont été éliminés. Le simple fait de porter des lunettes était même considéré comme suspect. »

Aujourd’hui, le Cambodge, malgré certains progrès, est confronté à quatre grands fléaux, poursuit M. Leuprecht. « C’est un des pays les plus pauvres de la planète où la violence sociale et politique continue de sévir.

La corruption est endémique, y compris dans l’appareil judiciaire, et il n’y a pas de système de droit. Quant au régime actuel, malgré sa façade démocratique, il est de plus en plus autoritaire et pratique une forme de capitalisme sauvage. »

Manque total de psychologues

Heureusement, la société civile cambodgienne tente de s’organiser. Créé en 1992 et basé dans la capitale Phnom Penh, l’organisme non gouvernemental LICADHO compte actuellement plus de 130 membres, dont des étudiants recrutés dans les

universités, ainsi que 12 bureaux dans différentes provinces.

« Il n’y a aucun psychologue au Cambodge et nous avons un besoin urgent de spécialistes dans des domaines aussi essentiels que ceux du droit, du travail social, de la psychiatrie, de la sexologie ou de la psychologie. Pour nous, l’UQAM constitue un partenaire des plus précieux en raison de son expertise dans ces secteurs », souligne la dirigeante de la LICADHO, Naly Pilorge.

Le projet uqamien d’aide à la LICADHO prévoit l’envoi, d’ici décembre 2007, de huit missions de professeurs des facultés de science politique et de droit et des sciences humaines qui, sur le terrain, effectueront de la recherche-action et animeront des séminaires de formation à l’intention des membres de la ligue cambodgienne. L’objectif étant de développer leurs connaissances juridiques et psychosociales, notamment en matière d’écoute active, de techniques d’entrevue et d’interventions en situation de crise psychologique.

Des représentants de la LICADHO viendront aussi au Canada participer à des conférences et à diverses activités d’information organisées par l’IEIM et destinées au public canadien. Grâce au Service aux collectivités de l’UQAM, ils pourront échanger outils et expériences avec des ONG québécoises, partenaires de l’Université, qui oeuvrent à la défense des droits des femmes ●

Droits et pauvreté

Le dernier rapport annuel de l’UNFPA (le Fonds des Nations Unies pour la population) insiste sur la relation qui existe partout dans le monde entre l’éducation, les droits des femmes, la violence et la pauvreté. Moins les femmes sont instruites, moins elles ont de droits (de propriété, de succession, etc.), plus elles ont d’enfants et plus elles sont susceptibles d’être victimes de violence, la plupart du temps, au sein même de leur famille ou de leur entourage immédiat. 50 % des agressions sexuelles dans le monde sont perpétrées sur des filles de moins de 15 ans.

En 2005, il y a encore 600 millions de femmes illettrées, contre 320 millions d’hommes. Si la tendance se maintient, la population mondiale grimpera, de 6,5 milliards d’individus qu’elle est aujourd’hui, à 9,1 milliards en 2050. Dans le monde en développement, les femmes sont responsables de 60 % à 80 % de la production de nourriture mais la plupart des gouvernements maintiennent des lois qui les empêchent de posséder ou de vendre une terre sans l’autorisation de leur mari. Une femme qui devient veuve tombe le plus souvent dans la pauvreté la plus abjecte du fait qu’elle ne possède rien, ne peut gagner d’argent ou cultiver de terre.

Pourcentage de femmes à travers le monde qui croient*, de façon générale, que les maris sont justifiés de battre leur femme :

Égypte	94 %
Zambie	91 %
Inde	70 %
Haïti	48 %
Cambodge	46 %
Nicaragua	34 %
Rép. Dominicaine	11 %

* dans au moins une des circonstances suivantes :

- négligence vis-à-vis des enfants
- sortie sans prévenir le conjoint
- dispute avec le conjoint
- refus de relations sexuelles
- repas mal faits ou en retard
- conversation avec d’autres hommes

Un projet novateur

- Le projet d’appui à la LICADHO a été rendu possible grâce à une contribution de 600 000 \$ de l’Agence canadienne de développement (ACDI), dans le cadre d’un appel de propositions du Fonds du Corps canadien, financé par l’Agence.
- Le Corps canadien, organisme créé en 2004 par le gouvernement fédéral, favorise les liens avec des organisations de pays en développement pour réaliser des projets novateurs faisant la promotion d’une bonne gouvernance. Il vise également à sensibiliser le public canadien à l’importance du développement international.
- Des 161 projets soumis au Fonds du Corps canadien, 16 ont été retenus dont celui de l’UQAM, seul établissement à avoir été sélectionné parmi une trentaine d’universités et collèges au Canada.

► ÉQUITABLE – Suite de la page 6

décrochage scolaire, en particulier chez les garçons.

À ses yeux, le dégel des frais de scolarité ne peut constituer une recette miracle quand on sait qu’ils représentent à peine 15 % des revenus des universités. Même en acceptant l’idée d’un dégel et d’un régime de remboursement des prêts étudiants proportionnel au revenu, comme le propose le groupe de Lucien Bouchard, le problème de l’investissement public massif en éducation demeurerait entier, souligne M. Élie. « On oublie qu’au début des années 90, le ministre de l’Éducation Claude Ryan avait doublé le montant des frais de scolarité d’une main, tout en réduisant d’autant les subventions de l’État aux universités de l’autre. Qu’est-ce qui nous garantit que le

même scénario ne se répétera pas ? »

Au cours des dix prochaines années, le principal problème dans l’éducation supérieure sera de remplacer les professeurs qui partent à la retraite, observe M. Élie. « Dans mon propre département, pour ne citer que cet exemple, mes collègues Gilles Dostaler, une sommité mondiale en histoire de la pensée économique, et Ruth Rose, une spécialiste en économie du travail, nous quitteront bientôt et il n’y a personne pour les remplacer. C’est aussi ça, l’appauvrissement des universités. »

Enfin, poursuit M. Élie, on devra soutenir davantage nos meilleurs étudiants de maîtrise et de doctorat, notamment par un régime amélioré de bourses, tout en continuant de les former à la recherche en espérant que les

fonds des organismes subventionnaires ne diminueront pas.

Depuis la publication du manifeste *Pour un Québec lucide*, Bernard Élie a constaté un grand intérêt pour la discussion parmi ses étudiants et plusieurs d’entre eux lui ont fait parvenir des courriels pour le remercier d’avoir signé l’autre manifeste. « Les étudiants que je côtoie ont rompu avec l’individualisme des années 80. Ils sont davantage ouverts sur le monde et très sensibles aux problèmes environnementaux et à ceux du tiers monde. Pour la suite du débat, c’est extrêmement rafraîchissant », conclut-il ●

RÉAGISSEZ À CES ARTICLES

journal.uqam@uqam.ca

Dix ans sur les traces de la Grèce antique

Claude Gauvreau

Se balader seul en touriste, appareil-photo en bandoulière, dans un pays aussi fascinant que la Grèce, représente toujours une aventure en soi. Mais y séjourner trois semaines au sein d’un groupe de 50 personnes, partageant quotidiennement chambres et repas, est autrement stimulant !

Cette expérience, les étudiants Annie Dion-Clément (maîtrise en études des arts) et Mathieu Delisle (baccalauréat en histoire) l’ont vécue l’été dernier, dans le cadre d’un voyage d’études organisé par les professeurs Janick Auberger et Georges Leroux des départements d’histoire et de philosophie.

«Pour moi, qui en savais peu sur l’Antiquité, ce fut un coup de cœur permanent. Je garde en mémoire non seulement les lieux magiques que j’ai visités, mais aussi les innombrables discussions avec les étudiants et mes deux professeurs», raconte Mathieu. «Nous avons vu au total 31 sites et musées, poursuit Janick Auberger. Jamais les livres sur l’histoire de la Grèce et leurs fragments de connaissances relativement abstraites ne pourront remplacer le contact direct et concret avec l’art de vivre grec.»

Un regard multidisciplinaire

Jusqu’à maintenant, cette formule de «cours-voyages» en Grèce, dont on célébrait cette année le dixième anniversaire, a permis à 400 étudiants de premier cycle de l’UQAM de connaître les lieux les plus importants de la culture antique, ainsi que les musées qui leur sont associés. Delphes, Olympie, Athènes comptent parmi les sites choisis qui ont vu s’épanouir la civilisation occidentale, depuis 1500 avant J.-C. jusqu’à l’époque byzantine.

Ces voyages n’auraient pas été possibles sans le travail de pionnier des professeurs Auberger et Leroux. «En associant dans ce projet les départements d’histoire, de philosophie et d’histoire de l’art, Georges et moi voulions développer une approche multidisciplinaire de l’Antiquité, car on ne peut comprendre son histoire



Photo : Nathalie St-Pierre

Les étudiants Annie Dion-Clément (maîtrise en études des arts) et Mathieu Delisle (bac en histoire) en compagnie de la professeure Janick Auberger.

sans connaître l’apport des grands philosophes comme Aristote ou Platon et celui des artistes de l’époque», explique Mme Auberger.

La clé du succès de tels voyages réside non seulement dans les longs mois de préparatifs, mais aussi dans la préparation adéquate des étudiants. «Avant le départ, nous tenons toujours deux semaines de cours intensifs en classe afin d’assurer une culture de base commune à tous les étudiants», rappelle Mme Auberger. Une fois sur place, il n’y avait pas de cours magistraux de trois heures dans un local climatisé. Dans les différents endroits visités, précise Mathieu, «Georges et Janick» présentaient un bref exposé suivi d’une discussion en groupe. Puis, au retour à Montréal, chacun devait effectuer quatre travaux.

Apprendre sur soi

Annie et Mathieu reconnaissent avoir vécu plusieurs chocs culturels durant leur séjour. «Pour ma part, j’ai été étonnée par la simplicité avec laquelle les musées présentaient les œuvres d’art : un objet dans une vitrine, accompagné d’explications en plusieurs langues, mais sans l’aide d’outils technologiques», raconte

Annie. «Nous avons vu également des forteresses datant de l’époque médiévale, tout en côtoyant la Grèce mo-

derne, observe Mathieu. Une ville comme Athènes, que je qualifierais de Rio de l’Europe, offre avec son ar-

chitecture polychrome un contraste saisissant face aux vestiges de l’Antiquité.».

Le fait de vivre en groupe et de se retrouver dans des chambres à trois ou quatre, ou dans des dortoirs à 12 ou 15, n’était pas toujours facile, même si cela favorise la création de liens très forts, reconnaissent les deux étudiants. Selon Janik Auberger, une telle expérience permet à chacun d’apprendre des choses sur soi, de faire des concessions et d’accepter l’autre. «C’est extrêmement enrichissant sur le plan humain, y compris pour nous, professeurs, qui sommes réputés pour notre individualisme», souligne-t-elle.

Une fois le voyage terminé, Mathieu est demeuré quelques temps à Athènes où il a accueilli des amis qui venaient en Grèce pour la première fois. En leur faisant voir les endroits qu’il avait lui-même visités, il avait le sentiment d’être «comme un coureur de relais qui avait pris le témoin des mains de Janick et de Georges pour le passer à d’autres.» ●

PUBLICITÉ

Autres voyages de groupes

- Le Service des relations internationales de l’UQAM offre un soutien à la mobilité de groupe d’étudiants québécois à l’étranger lorsque l’activité est créditée dans leur programme d’études. Le financement accordé est de 350 \$ par étudiant jusqu’à un maximum de 5 500 \$ par groupe.
- Au cours de la seule année 2004, des dizaines d’étudiants de l’UQAM ont effectué des voyages d’études à l’étranger dans le cadre de cours ou de stages, que ce soit en Russie (science politique), en Inde (sciences religieuses), en Finlande (écologie forestière), à Cuba (études urbaines) ou à Paris (travail social et histoire de l’art); mais également aux États-Unis, au Maroc, en Argentine, au Mexique, au Bénin et au Cameroun, au Brésil et en Uruguay.
- Selon des données fournies par le Service des relations internationales, 31 projets impliquant plus de 500 étudiants de toutes les facultés ont été acceptés au cours des années académiques 2002-2003 et 2003-2004.
- Le plus grand nombre d’étudiants à avoir voyagé en 2003-2004 proviennent de l’École des sciences de la gestion (123), suivie par les facultés des Sciences (67), Sciences humaines (48), Science politique et de droit (44), Lettres, langues et communications (20) et Arts (6).

Les sciences gastronomiques au menu de l’ESG

Dominique Forget

«<<Faites cuire une langue de bœuf fraîche, jusqu’à ce que vous puissiez la peler; hachez-la avec une demi-livre de suif bien fin; ajoutez une livre de sucre pilé, une de gros raisins, dont vous extrairez les graines, et coupez... mettez une chopine de brandy, et une de vin blanc; brassez le tout comme il faut; ça se conservera couvert et au froid, durant plusieurs mois, et vous vous en servirez au besoin. On en fait des pâtés couverts dans des vaisseaux plats. On y ajoute du sucre et épices au goût. On les fait cuire au four ou fourneau, et on les mange tous jours chauds.»

Cette recette pour un *Pâté de Noël* ferait frémir n’importe quel convive. Elle est pourtant tirée de *La cuisinière canadienne*, un livre publié en 1840 dont on disait à l’époque qu’il contenait tout ce qu’il était nécessaire de savoir dans un ménage. Bien qu’ils recèlent nombre de petits bijoux, ces vieux livres de cuisine tombent en poussière dans les fonds d’archives. «Au Québec, personne ne s’intéresse à ce pan de notre histoire», souligne Jean-Pierre Lemasson, professeur au Département d’études urbaines et touristiques. «C’est comme si manger était tellement banal qu’on avait oublié d’étudier ce rituel. Pourtant, la gastronomie est un élément important de l’identité des peuples.»

La tourtière revisitée

Après 20 ans passés à la direction du Bureau de la coopération internationale de l’UQAM, le sociologue est re-

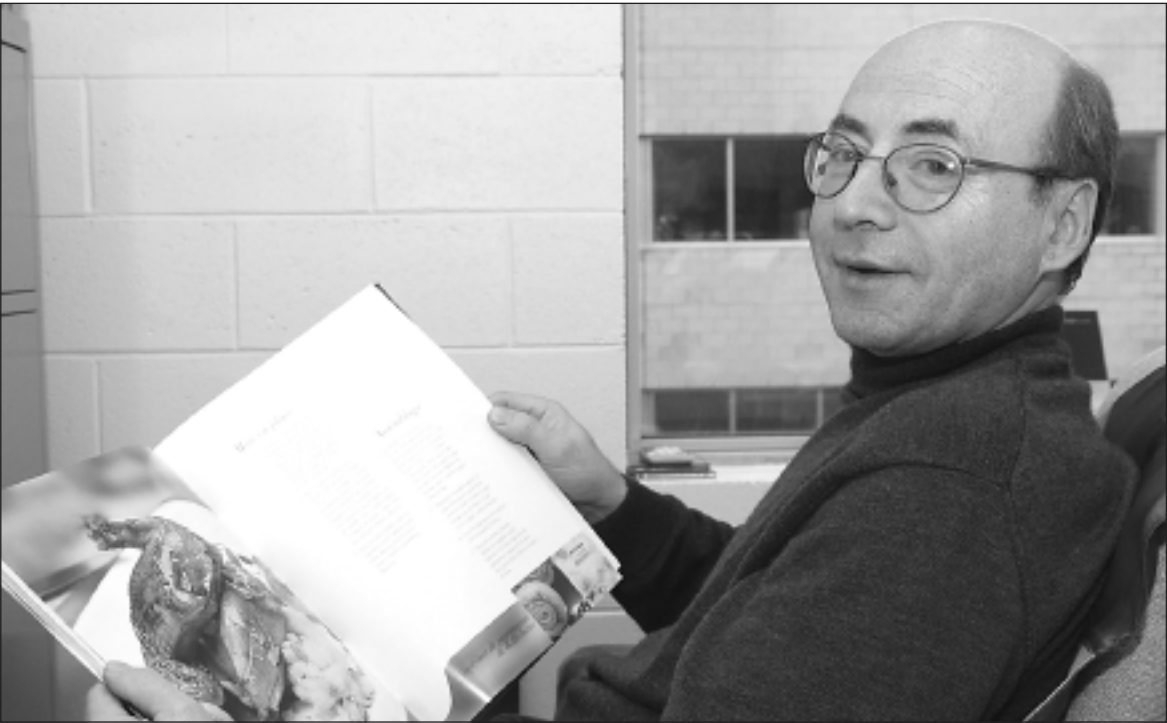


Photo : Nathalie St-Pierre

Le professeur Jean-Pierre Lemasson dépoussière notre patrimoine culinaire.

tourné à l’enseignement il y a un an et demi. Il a choisi de faire de l’étude de la gastronomie sa spécialité. «Ce sont les voyages qui m’ont donné la piquûre, raconte-t-il. J’y ai découvert la cuisine du monde, mais aussi la littérature qui entoure cette gastronomie.» En effet, dans plusieurs pays européens notamment, les anthropologues, sociologues ou historiens étudient la gastronomie depuis les années 1970. Plusieurs ouvrages ont découlé de leurs recherches. On tente par exemple de comprendre comment les règles de convivialité ont évolué; pourquoi les groupes sociaux choisissent de manger certains aliments plutôt que d’autres; comment sont nés les produits de terroir, etc.

Au Québec, le professeur Lemas-

son est le premier universitaire à s’intéresser à ces questions. Il faut croire qu’il y avait bien là un vide puisque ses premières recherches se font déjà remarquer. Le 3 novembre, il a prononcé au Musée McCord une conférence intitulée *Histoire des métamorphoses de la tourtière*. Le sujet a connu un tel succès que le professeur a été sollicité pour en parler, entre autres, à l’émission *Indicatif présent*, à l’émission *Home Run* – sur les ondes de la radio anglaise de Radio-Canada – et au quotidien *La Presse*.

Selon le professeur Lemasson, la tourtière daterait de 1 600 ans avant Jésus-Christ ! Avec les soupes, il s’agirait du plus vieux plat de l’humanité. «Les Québécois n’ont rien inventé, dit-il en souriant. Ils peuvent toutefois

se consoler parce que la plupart des pays ont éliminé la tourtière de leur menu. Le Québec est donc en quelque sorte devenu le dépositaire d’un patrimoine culinaire de l’humanité!» Au cours de sa présentation, le sociologue a également relevé que, contrairement à la croyance populaire, l’origine du mot tourtière n’est pas liée à la tourte, un oiseau jadis présent en Amérique du Nord, disparu au 19^e siècle. «Dans les livres de cuisine anciens, les tourtes ne sont jamais mises en pâte», a-t-il soulevé.

Montréal, capitale gastronomique

Le 17 novembre prochain, le professeur donnera une autre présentation qui risque d’être très courue, cette fois au Centre canadien d’architecture. Le

musée organise cet automne un programme de conférences intitulé *Sensations urbaines*. Jean-Pierre Lemasson a été choisi pour parler du goût de la ville. En effet, ses recherches ne portent pas que sur le passé, elles sont aussi ancrées dans le présent et l’avenir. «Dans un premier temps, je vais essayer de montrer que chaque ville a une carte d’identité gastronomique, au même titre qu’une identité géographique et historique, dit-il. Je vais ensuite parler de Montréal plus spécifiquement, notamment du cosmopolitisme des saveurs qui y sont accessibles, à un très faible coût d’ailleurs, et du culte du goût qu’on entretient ici.»

Pendant la dernière portion de sa présentation, il tentera de répondre à la question suivante : Montréal pourrait-elle devenir une capitale gastronomique ? «Pour l’instant, je ne crois pas qu’elle le soit, mentionne-t-il. D’une part, elle n’a pas le passé des villes comme Paris ou Lyon. D’autre part, on ne trouve pas ici une volonté politique qui permettrait à Montréal de se positionner sur l’échiquier mondial de la gastronomie. À Melbourne par exemple, on déploie des efforts monstres pour faire valoir une nouvelle cuisine et de nouveaux vins sur la scène internationale. Je trouve dommage qu’il n’y ait pas ici une telle volonté. La gastronomie ne fait pas partie des plans de développement culturel ou touristique du gouvernement provincial ou de la Ville. On a pourtant des atouts fabuleux. Il faut les faire fructifier.» ●

PUBLICITÉ

Chant d'amour pour réfugiés

«Elle décida de quitter son pays. D’aller là où il n’y a pas de guerre. Des pays en paix, malgré les apparences, la terre en est remplie. Elle se demandait bien de quoi est fait le combat de la vie, là où ça ne tue pas. Est-ce même possible?»

Le plus récent roman de Madeleine Gagnon, *Je m’appelle Bosnia* (vlb éditeur), a pris racine dans son essai intitulé *Les femmes et la guerre*, paru en 2000. Elle y dénonce, par le biais de la fiction cette fois-ci, les horreurs de la guerre, le racisme, la violence faite aux femmes et l’intolérance sous toutes ses formes, auxquels elle oppose l’amour. Celui de Bosnia et d’Adem, mais aussi celui de tous ceux et celles qui leur viendront en aide, de la Bosnie-Herzégovine au Québec, en passant par la France.



Professeure à l’UQAM de 1969 à 1982, puis professeure invitée, chargée de cours ou écrivaine en résidence au sein de plusieurs universités, Madeleine Gagnon a publié des essais littéraires, des romans, des nouvelles et des poèmes. Elle est récipiendaire du Prix du Gouverneur général «Poésie» en 1991 pour *Chant pour un Québec lointain*, et du Prix Athanase-David pour l’ensemble de son œuvre en 2002.

La démocratie québécoise

L’anthologie intitulée *De la démocratie au Québec* regroupe 25 textes qui ont alimenté les débats autour de l’idée de la démocratie au Québec entre la Seconde Guerre mondiale et la Crise d’octobre. «Les textes retenus portent ainsi tantôt sur les fondements de la démocratie, tantôt sur sa nature, tantôt sur ses origines idéologiques ou historiques, tantôt enco-

re, sur les dangers qui la guettent ou les conditions qui sont nécessaires à son existence», explique l’auteur de l’ouvrage, Michel Lévesque, politologue et historien, anciennement chargé de cours au Département d’histoire de l’UQAM.

On y retrouve des textes d’auteurs tels que Léon Dion, Pierre Vadeboncoeur, Pierre Elliott Trudeau, Jean-Charles Harvey, Lise Bacon et Jean-Marc Léger, parus originalem-ent dans des actes de colloques ou dans des revues telles que *Le Canada français*, *Cité libre*, *Parti pris* ou *L’Action nationale*.



Cet ouvrage est coédité par Lux Éditeur et la Chaire Hector-Fabre d’histoire du Québec, qui a financé une partie des coûts de recherche et de production. Remis aux 125 députés du Québec, cette anthologie a également bénéficié d’une subvention de l’Assemblée nationale. Selon Robert Comeau, professeur au Département d’histoire de l’UQAM, titulaire de la Chaire Hector-Fabre et directeur de la collection «Histoire politique» chez Lux Éditeur, «il s’agit d’un ouvrage grand public qui sera utile à l’éducation à la citoyenneté.»

Pourquoi les Athéniens?

Même si la démocratie athénienne a duré à peine un petit siècle, jusqu’à sa chute en 404 avant J.-C. devant les aristocrates de Sparte, Athènes demeure le berceau de la démocratie. Celle-ci ne fut jamais achevée et les «Athéniens eux-mêmes étaient très conscients qu’elle restait perfectible, ne cessant de l’amender, d’adopter des lois pour l’affermir, la rendre plus juste, plus fidèle à son idéal», écrit Janick Auberger dans un ouvrage récent paru chez Boréal, *Les Athéniens à l’époque classique*. Ce petit livre facile d’approche amène

ses lecteurs à comprendre les conditions qui ont permis l’éclosion des institutions démocratiques dans cette cité grecque du V^e siècle avant J.-C. et leur fait découvrir son peuple qui a su attirer dans ses murs les plus grands noms de la culture classique.



Auteure de plusieurs livres sur l’Antiquité et le monde gréco-romain, l’historienne Janick Auberger a également fait paraître dans la prestigieuse collection «BUDÉ» des Universités de France (Les Belles Lettres) un commentaire littéraire, historique et archéologique du Livre IV de la *Périégèse* de Pausanias, un Grec d’Asie Mineure du II^e siècle ap. J.-C. L’ouvrage s’intitule *Pausanias. Description de la Grèce* et s’interroge sur le rôle de la construction identitaire dans l’histoire de la Messénie, une région centrale du Péloponnèse.

Histoires de fantômes

Ce titre évocateur n’est pas celui d’un recueil de contes pour enfants ou d’une série télévisée d’épouvante. Il coiffe plutôt un ouvrage très sérieux que Martine Delvaux, professeure au Département d’études

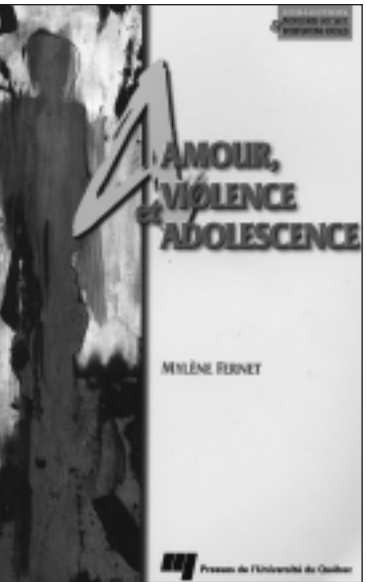


littéraires, consacre à quelques textes de plumes féminines contemporaines telles que Annie Ernaux, Catherine Millet et Nelly Arcan. Souvent provocateurs, les textes dont il est question dans *Histoires de fantômes. Spectralité dans les récits de femmes contemporains* traitent des thèmes de l’absence, de la mort, du deuil et de l’autobiographie. En effet, ils ont tous en commun, selon l’auteure, de convoquer une des figures spectrales les plus importantes, celle du témoin. Martine Delvaux jette ici un éclairage nouveau sur l’écriture récente des femmes en faisant écho aux réflexions de Derrida sur le témoignage, l’identité, la fiction et la vérité. Paru aux Presses de l’Université de Montréal, dans la collection «Espace littéraire».

Adolescence et violence amoureuse

«Il m’intimidait tout le temps...», «il menaçait de se suicider si je le laissais...» Dans *Amour, violence et adolescence*, Mylène Fernet, professeure au Département de sexologie de l’UQAM, dissèque les expériences de violence vécues en situation de couple par des adolescentes. La sexologue, qui est également diplômée en santé publique, tente de cerner le processus dynamique par lequel les adolescentes s’ajustent à la violence dans le contexte des relations de couple. Sa

recherche constitue une des premières tentatives du genre.



Au fil de l’ouvrage, l’auteure sou-ève des pistes de solutions pour prévenir la violence et promouvoir des relations égalitaires. L’auteure préconise notamment que les interventions préventives soient davantage centrées sur le thème de l’amour pour susciter l’intérêt et la participation des adolescentes. *Amour, violence et adolescence* est un ouvrage très fouillé qui montre une face cachée du monde souvent idéalisé des amours de jeunesse. Il est publié aux Presses de l’Université du Québec dans la collection *Problèmes sociaux et interventions sociales*.

Spécial Québec

La revue française *Cités* vient de publier un numéro spécial consacré au Québec auquel plusieurs professeurs de l’UQAM ont collaboré. On y trouve un dossier intitulé «Le Québec, une autre Amérique» qui regroupe des articles signés par les professeurs Anne Legaré, Francine Descaries, Louis Rousseau et Georges Leroux, ainsi que des textes littéraires inédits de Jean-François Chassay et Naïm Kattan, du Département d’études littéraires.

L’objectif de ce numéro est de prendre le pouls de la société québécoise en la saisissant sous plusieurs aspects : nationalisme, immigration, mouvement des femmes, relations avec les peuples autochtones, renouveau de la chanson et du cinéma québécois, etc.

Dirigée par Yves Charles Zarka, professeur à l’Université de Paris,



Cités est une revue de débat et de réflexion sur les enjeux sociaux, politiques, historiques et philosophiques d’aujourd’hui.

SUR INTERNET
www.revue-cites.net

LUNDI 14 NOVEMBRE

École de travail social

Conférence : «Ethnicité, religion et intervention sociale», de 18h à 21h.
Conférenciers : François Thibeault, Mark Bradley, Jean Milot.
Pavillon Athanase-David, salle DR-200.

Renseignements :

Lilyane Rachedi
987-3000, poste 7050
rachedi.lilyane@uqam.ca
www.travailsocial.uqam.ca/

MARDI 15 NOVEMBRE

Galerie de l'UQAM

Expositions : «Trop. Jean-Luc Nancy» et «Dans la maison de Juana. Visite», jusqu'au 26 novembre, du mardi au samedi de 12h à 18h.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.
Renseignements :
987-8421
www.galerie.uqam.ca

Centre d'écoute et de référence

Conférence : «Mise à jour sur la marijuana», de 12h40 à 14h.
Conférencier : Luc Beaucage.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1050.
Renseignements :
987-8509

Service des relations internationales

«Rencontre d'information pour programmes d'échanges d'étudiants», de 12h45 à 13h45 et les mardis 22 et 29 novembre, 6 décembre et 17 janvier aux mêmes heures.
La date limite pour déposer les demandes de participation est le 1^{er} février 2006.
Animatrice : Annie Girard.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-R110.

Renseignements :

Nicole Guillemette
987-3000, poste 4706
mobilite@uqam.ca

IEIM et GRAMA (Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique)

Lancement du Rapport 2005 de l'Institut Nord-Sud : «Vers 2015 : Respecter nos engagements du Millénaire?», de 16h à 19h.
Panélistes : Roy Culpeper, président de l'Institut Nord-Sud; John Foster, chercheur principal de l'Institut Nord-Sud; Sunday Khan, chercheur invité (Cameroun) de l'Institut Nord-Sud; Bonnie Campbell, directrice du GRAMA (CEIM); animateur : Peter Leuprecht, Directeur de l'IEIM.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Domynyck Therrien
987-3667
therrien.dominique@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

JEUDI 17 NOVEMBRE

École des sciences de la gestion

Conférence : «Responsabilité sociale de l'entreprise et performance sociétale organisationnelle : une perspective de gestion», de 9h à 12h.
Conférencier : François Labelle, coordonnateur de l'Observatoire sur la gestion stratégique des ressources

humaines, UQAM.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-3465.
Renseignements :
Emmanuelle Champion
987-3000, poste 6972
crsdd@uqam.ca
www.crsdd.uqam.ca

CEDIM (Centre d'étude sur le droit international et la mondialisation)

Conférence : «L'autogestion de la biodiversité par les peuples autochtones», de 12h30 à 14h.
Conférencière : Pierina Yupanqui, étudiante à la maîtrise en droit international; président : Pierre Trudel, membre de la revue *Recherches Amérindiennes*.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1715.
Renseignements :
Aurélie Arnaud
987-3000, poste 7933
cedim@uqam.ca
www.cedim.uqam.ca

Centre d'écoute et de référence

Atelier : «Cannabis au volant», de 12h40 à 14h.
Animatrice : Shirley Émond.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-1045.
Renseignements :
987-8509

Journée internationale de la philosophie

Table ronde : «La tolérance est-elle une vertu politique?», organisée par la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, de 16h à 19h.
Nombreux conférenciers.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.
Renseignements :
www.unites.uqam.ca/philosophie/UNESCO/

MARDI 22 NOVEMBRE

Département de psychologie

Conférence : «La dissidence de la psychanalyse», de 12h30 à 14h.
Conférencier : Guy de Villiers, docteur en philosophie, psychanalyste à Louvain-la-Neuve (Belgique) et à Paris.
Pavillon J.-A.-DeSève, salle DS-1950.
Renseignements :
Robert Letendre
987-3000, poste 8231

Département des sciences religieuses

Conférence : «Le pour et le contre des tribunaux islamiques», à 12h40.
Conférencier : Jean-René Milot, professeur associé, Département des

sciences religieuses, UQAM.
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-2805.
Renseignements :
Mathieu Boisvert
987-3000, poste 4497
sciences.religieuses@uqam.ca

École des sciences de la gestion

Séance d'information : «Bachotage CMA – Hiver 2006», de 12h45 à 13h45.
Cette rencontre d'information s'adresse à tous les étudiants du programme de baccalauréat en sciences comptables désirant se présenter à l'Examen national d'admission CMA de juin 2006. Les formulaires d'inscription seront distribués lors de cette rencontre.
Animatrice : Francine Gélinas.
Pavillon des Sciences de la gestion, salle R-M160.
Renseignements :
Martine Plouffe
987-3000, poste 6146
plouffe.martine@uqam.ca

UQAM Générations

Café-débats 50 + : «La surmédiation : expression de sympathie ou surexploitation éhontée?», de 13h30 à 15h.
Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-3000, poste 7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

MERCREDI 23 NOVEMBRE

Département d'histoire

Conférence : «Un quotidien pour l'Église : l'Action catholique (1910-1940)», de 13h30 à 14h30.
Conférencière : Dominique Marquis, Département d'histoire, UQAM.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-6290.
Renseignements :
aecsh@uqam.ca
www.er.uqam.ca/nobel/aecsh

JEUDI 24 NOVEMBRE

ISS (Institut Santé et société)

Conférence : «Le CLIPP (Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales) : une plate-forme de valorisation de l'innovation sociale : un centre interuniversitaire au service des producteurs et des utilisateurs de la recherche psychosociale», de 12h à 14h.
Réservé aux membres, aux étudiants de maîtrise et de doctorat, aux stagiaires post-doctoraux et au personnel de recherche de l'ISS.
Conférenciers : Mireille Mathieu,

présidente-directrice générale du CLIPP; Jean Perrault; Corinne Laloum; Christian Dagenais; Henri Martin-Laval.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Mireille Plourde
987-3000, poste 2250
plourde.mireille@uqam.ca
www.iss.uqam.ca

Centre de design de l'UQAM

Exposition : «Le monde d'Alfred», jusqu'au 18 décembre, du mercredi au dimanche de 12h à 18h.
Quatre-vingts affiches créées par l'affichiste et professeur Alfred Halasa, ainsi que par d'anciens étudiants devenus des graphistes réputés, tels Stéphane Huot, Alain Lebrun (dit Lino), Tomasz Walenta, etc.
Pavillon de design, salle DE-R200.
Renseignements :
987-3000, poste 3395
centre.design@uqam.ca
centrededesign.uqam.ca

Département d'histoire de l'art

Conférence : «Que fait et fait faire l'œuvre? Considérations pragmatiques sur l'effet de l'art», de 12h45 à 13h30.
Conférencière : Jocelyne Lupien, Département d'histoire de l'art, UQAM.
Pavillon Hubert-Aquin, salle A-1760.
Renseignements :
Laurier Lacroix
987-3000, poste 3725
lacroix.laurier@uqam.ca

UQAM Générations

Entretiens de UQAM Générations : «Marx et Darwin revisités par les relations de travail», de 13h30 à 15h30.
Conférencier : Réal Arseneau.
Pavillon Maisonneuve, salle B-R200.
Renseignements :
Chantal Lebeau
987-3000, poste 7784
lebeau.chantal@uqam.ca
www.generations.uqam.ca

Galerie de l'UQAM

Conférence du philosophe Jean-Luc Nancy, à 18h.
Auditorium de la Bibliothèque nationale du Québec (Berri et de Maisonneuve).
Renseignements :
987-8421
www.galerie.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Conférence : «Reformer ou réformer les Nations unies», de 18h30 à 22h30.
Nombreux conférenciers.
Pavillon Sherbrooke, Salle polyvalente.
Renseignements :
Linda Bouchard
987-6781
chaire.strat@uqam.ca
www.dandurand.uqam.ca

VENDREDI 25 NOVEMBRE

CEDIM

Séminaire : «Perspectives régionales : intégration économique et protection sans discrimination des droits économiques et sociaux dans les Amériques», de 9h à 17h.
Nombreux conférenciers.
Pavillon Judith-Jasmin, Salle des Boiseries (J-2805).
Renseignements :
Aurélien Arnaud
987-3000, poste 7933
cedim@uqam.ca
www.cedim.uqam.ca

CELAT-UQAM (Centre interuniversitaire sur les lettres, les arts et les traditions)

Colloque : «Nouvelles technologies culturelles et misère symbolique», 9h à 17h et se poursuit le 26 novembre de 9h15 à 17h.
Pavillon Athanase-David, salle D-R200.
Renseignements :
Caroline Désy
987-3000, poste 1664
desy.caroline@uqam.ca

CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)

Conférence : «Aboriginal Co-operatives in Canada : Innovative Institutions for the Future», de 10h à 12h.
Conférencier : Lou Hammond Ketilson, professeur, Université de Saskatchewan.
Pavillon Saint-Denis, salle AB-2210.
Renseignements :
Gélina Héliès
987-3000, poste 4458
crises@uqam.ca
www.crisis.uqam.ca

SAMEDI 26 NOVEMBRE

Galerie de l'UQAM

Performance : «Rodolphe Burger, avec Jean-Luc Nancy», de 16h à 18h.
Activité de clôture de l'exposition «Trop. Jean-Luc Nancy».
Pavillon Judith-Jasmin, salle J-R120.
Renseignements :
987-8421
www.galerie.uqam.ca

Formulaire WEB

Pour nous communiquer les coordonnées de vos événements, veuillez utiliser le formulaire à l'adresse suivante : www.uqam.ca/bref/form_calendrier.htm 10 jours avant la parution.
Prochaines parutions :
28 novembre 2005 et 9 janvier 2006.

Carrefour de la lecture à la FSÉ

La Faculté des sciences de l'éducation lance le Carrefour de la lecture – une semaine de promotion du livre et de la lecture – au café étudiant **Le Philanthrope** (N-S110) le lundi 14 novembre à 12h en présence de Mme Sandra Gonthier, directrice générale de Montréal capitale du livre 2005-2006 et du doyen Marc Turgeon.

La comédienne Sophie Cadieux incitera les membres de la faculté à participer au Passe-Livre en *libérant* le premier livre. Le Passe-livre est une activité lancée aux États-Unis

qui a pris solidement racine en Europe et qui consiste à donner un livre que l'on a aimé à un lecteur inconnu qui le passera à son tour. On inscrit le livre *libéré* sur Internet www.passe-livre.com et chaque passeur fait de même de sorte que l'on peut suivre le parcours de son livre dans le temps et dans l'espace. Les passeurs de l'UQAM pourront déposer leur livre dans un présentoir au café Philanthrope.

Des activités passionnantes se tiendront toute la semaine du 14 au 18 novembre, y compris le mercre-

di 16 novembre *Journée Découverte* à l'UQAM. Le rôle de la Faculté est d'offrir à ses étudiants de multiples occasions de se développer comme lecteur, de s'appropriier des stratégies d'animation autour du livre et de la lecture afin qu'ils puissent agir comme véritables passeurs de culture.

Renseignements :
www.fse.uqam.ca ou Maria Dolores Otero, poste 0300#

La saison de basketball est commencée !



Photos : Nathalie St-Pierre

Présentation officielle des Citadins de l'UQAM (basket), au pavillon Judith-Jasmin.

Pierre-Etienne Caza

Les équipes de basketball masculine et féminine de l'UQAM ont été officiellement présentées le 7 novembre dernier, sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin.

Olga Hrycak, entraîneure de la

troupe masculine (sept victoires et neuf défaites l'an dernier), nous promet du jeu excitant. «Nous avons sept recrues, notre équipe est jeune et bourrée de talent. Nous visons la demi-finale de la conférence du Québec et l'alignement d'au moins deux joueurs sur l'équipe d'étoiles,

rien de moins», affirme-t-elle d'un ton enthousiaste. Les joueurs à surveiller selon coach Hrycak : Samuel Johnson (recrue de l'année au Québec 2004-2005), Marc-Olivier Beauchamp et Bruno Visotzky-Bernier.

Quant à Jacques Verschuere, entraîneur de l'équipe féminine, il espère

re voir sa troupe (deux victoires et quatorze revers l'an dernier) se tailler une place pour les séries éliminatoires. «Nous alignons cinq recrues, nous sommes plus athlétiques et nous avons plus de talent que l'an dernier», précise-t-il. Les joueuses à surveiller selon lui : Mireille Karangwa,

qui en est à sa dernière année avec l'équipe, et Amélie Hudon.

Les Citadins de l'UQAM seront les visiteurs à l'Université Concordia ce vendredi 18 novembre. Le lendemain, ils accueilleront l'Université Laval au centre sportif de la rue Sanguinet ●

Fin de saison crève-cœur pour les Citadins

Pierre-Etienne Caza

L'équipe masculine de soccer de l'UQAM s'est inclinée 2 à 1 en demi-finale québécoise face au Rouge et Or de l'Université Laval, le 4 novembre dernier au parc Kent. C'est en tirs de barrage que le sort des Citadins s'est joué, puisque aucune des deux

équipes n'a pu briser l'égalité lors des deux périodes de prolongation.

Au terme d'une saison de six victoires, trois défaites et trois matchs nuls, qui a permis aux Citadins de terminer au deuxième rang de la conférence du Québec, l'entraîneur Christophe Dutarte affirme n'avoir rien à reprocher à ses joueurs. «Nous avons

connu une saison satisfaisante, nous étions très solides défensivement. Il aurait cependant fallu posséder un peu plus de mordant à l'attaque.»

L'entraîneur Christophe Dutarte et le défenseur Wilfried Nancy ont respectivement été choisis entraîneur et joueur par excellence de l'année par la Fédération québécoise du sport étudiant (FQSE), qui a également sélectionné cinq joueurs des Citadins au sein des deux équipes d'étoiles.

De son côté, l'équipe féminine de Sophie Drolet a terminé au 6^e rang de la conférence du Québec, avec une fiche de trois victoires, dix défaites et un match nul. «Au début de la saison, nous avons éprouvé des problèmes de constance, explique l'entraîneur. Mais avec onze recrues, dont six sur notre formation partante, il était normal de vivre une période d'adaptation.»

Malgré cette fiche perdante qui ne leur a pas permis de participer aux séries éliminatoires, l'entraîneur Drolet estime que son équipe s'est regroupée en fin de saison, offrant l'une des meilleures oppositions du circuit. La meilleure joueuse de la formation uqamienne a été Isabelle Lévesque-Beyrouti, élue athlète de la semaine à l'UQAM (à deux reprises) et au Canada (par le regroupement de Sport interuniversitaire canadien). Soulignons également que la défenseuse Anne Choquette a reçu le Prix communautaire, sportif et académique décerné par la FQSE.

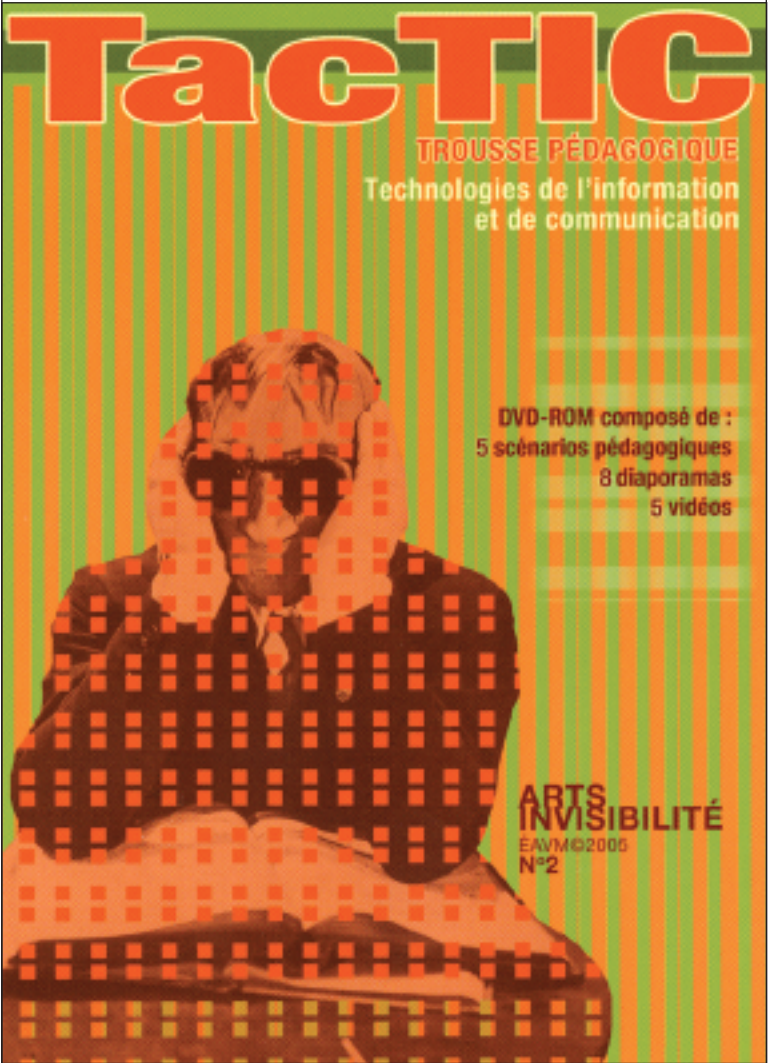
La saison intérieure de soccer commence en janvier prochain ●



Photo : Andrew Dobrowolskyj

Wilfried Nancy, joueur par excellence de l'année selon la Fédération québécoise du sport étudiant.

Un outil interactif pour l'enseignement des arts



Le 10 novembre dernier avait lieu au Café-bar de la Cinémathèque québécoise le lancement du DVD-rom TacTic. S'inspirant de la thématique de l'invisibilité, ce document multimédia a été réalisé par des étudiants de l'École des arts visuels et médiatiques (profil enseignement). Il réunit des outils qui facilitent l'intégration des technologies de l'information et de communication (TIC) en enseignement des arts plastiques et mé-

diatiques aux niveaux primaire et secondaire.

Les profits de la vente de TacTic iront au regroupement des étudiants en enseignement des arts de l'UQAM.

Prix : 32 \$ (avant taxes). Configurations requises : PC Pentium III /Windows 2000, NT/128 Mo de mémoire vive. MAC G4/Mac OS X.

Renseignements : Yves Amyot, 987-3000, poste 2091, centre_turbine@internet.uqam.ca